



Rapport Financier Annuel 2008

Sommaire

- Rapport de gestion
- Comptes 2008 :
 - Comptes annuels
 - Comptes consolidés
- Rapport des commissaires aux comptes sur :
 - les comptes annuels
 - les comptes consolidés
- Attestation du rapport financier annuel 2008



RAPPORT DE GESTION 2008

Plan du rapport

Explosifs et Produits Chimiques – Comptes Sociaux	3
Comptes Consolidés	3
Situation Financière et Risques	4
Marge brute d'autofinancement	4
Dépenses d'investissement	4
Besoins en fonds de roulement d'exploitation	5
Trésorerie	5
Financement	5
Risques	6
Faits marquants en 2008	6
Fusion des sociétés Dexplo Sprengtechnik et Stahlhacke	6
Augmentation du capital de Demokrite	6
Sortie d'Exchem de Plus Market	6
Prise de participation majoritaire dans le capital de Kinsite	6
Augmentation du capital de Demosten et opération d'apport ou de cession de titres	6
Procédure collective de Stips TI	7
Fusion Explominex Exploerg en pologne	7
code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF	7
Constitution de comites specialises	7
DG Construction	7
Evolution de l'activité par zone géographique	8

Zone France Benelux.....	8
Zone Europe du Nord – Europe de l’Est	8
Zone Europe du Sud, Afrique et autres.....	9
Evolution des principales filiales	10
Nitrochimie	10
Simeco	10
Alpharoc (anciennement Stips SA)	11
Occamat	11
ATD.....	12
Prodemo	12
Exchem au Royaume-Uni	12
Blasting Services au Royaume-Uni (forage minage)	13
Kemek en Irlande.....	13
Skanexplo AB & AS en Scandinavie.....	13
SEI en Italie	14
SCAM au Maroc	14
Evènements survenus depuis la clôture de l’exercice	14
Direction Générale du Groupe EPC.....	14
Projet Sydvaranger	15
Projet Arabie Saoudite	15
Nitrokemfor Services.....	15
Reclassement de titres de participation de Nitrochimie	15
Projet de désinvestissement non stratégique	15
Liquidation judiciaire de Roosevelt-Dumas	15
Politique Sécurité SANTE Environnement.....	15
Système de gestion de la sécurité santé environnement.....	16
Des actions en matière de sécurité santé	17
Le renforcement de la sûreté.....	17
Prise en compte croissante de problématiques liées à l’environnement	17
Recherche et Développement	18
Perspectives 2009	18
Franchissement de seuil.....	19
Transactions sur titre	19
Prises de participation	20
Administrateurs.....	20
Rémunération des mandataires sociaux	22
Résultat – Affectation	26
Projet de résolutions.....	27

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis pour vous exposer, d'une part, l'activité de notre Société et des sociétés du Groupe pendant l'exercice écoulé, les résultats de cette activité et les perspectives d'avenir et, d'autre part, vous présenter et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes consolidés du Groupe et ceux de notre Société, afférents au cent quatorzième exercice social clos le 31 décembre 2008.

Le Groupe a connu une année 2008 très difficile suite aux problèmes rencontrés par STIPS TI, découverts à la fin du premier semestre. Les pertes de l'exercice résultent directement de ces événements.

Les comptes qui vous sont présentés ce jour, comportent les résultats 2008 et 2007, mais également une analyse comparative 2007 sans STIPS TI. Cette présentation permet de mieux comprendre l'évolution des chiffres des entités dont l'activité est au cœur des métiers du groupe : explosifs et forage minage. L'impact des événements STIPS TI, conformément aux règles IFRS, a été classé en activités abandonnées.

EXPLOSIFS ET PRODUITS CHIMIQUES – COMPTES SOCIAUX

Le chiffre d'affaires s'élève à un montant de 3.8 M€, contre 3.1 M€ en 2007.

Le résultat net affiche une perte de -27.2 M€, contre un bénéfice de 7.5 M€ l'année précédente.

Cette perte provient essentiellement du résultat financier qui s'élève à – 18.6 M€ à comparer au +11.5 M€ en 2007. Elle est constituée principalement des conséquences de l'affaire STIPS TI pour -25 M€.

COMPTES CONSOLIDES

Le chiffre d'affaires du Groupe à fin 2008 s'élève à 297 M€ en retrait de -14,2 % par rapport aux 346,4 M€ de l'exercice 2007. Le chiffre d'affaires du Groupe à fin 2008 n'intègre plus STIPS TI et ses filiales.

En milliers d'euros	2008	2007
France & Benelux	118 396	176 373
Europe du Nord et de l'Est	110 448	110 906
Europe du Sud, Afrique et autres	68 256	59 104

TOTAL	297 100	346 383

A fin 2008, à taux de change et périmètre constant, le chiffre d'affaires se serait élevé à 289,5 M€, contre 269,9 M€ à fin 2007, soit une progression de 7.3%.

En milliers d'euros	2008	2007
France & Benelux	115 310	118 732
Europe du Nord et de l'Est	105 977	92 101
Europe du Sud, Afrique et autres	68 256	59 044
TOTAL	289 543	269 877

Le résultat opérationnel s'établit à 4.2 M€ contre 13.6 M€ en 2007, soit un retrait de 69%, à cause principalement du ralentissement d'activité en Irlande, de la non répétition de produits exceptionnels sur Exchem comme en 2007, et de résultats dégradés en Norvège et en Afrique.

En matière de résultat net part du groupe, les comptes consolidés du groupe font ressortir une perte part du groupe de – 26 M€ à comparer à celui de l'exercice précédent qui s'établissait à 9.4 M€.

SITUATION FINANCIERE ET RISQUES

MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT

En 2008, la marge brute d'autofinancement s'établit à – 17,2 M€.

en milliers d'euros	Exercice 2 008	Exercice 2 007	Exercice 2 007 Sans STIPS TI et filiales
Résultat net total consolidé	-27 041	9 832	9 832
Elim. du résultat des mises en équivalence	-2 717	-2 834	-2 834
Elim. des amortissements et provisions	36 250	14 784	14 975
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	-23 967	3 700	5 347
Elim. des produits de dividendes / autres produits	316	-114	-114
Marge brute d'autofinancement	-17 159	25 560	27 207

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

En 2008, les dépenses d'investissements s'élèvent 22.4 M€ à comparer à 22.7 M€ en 2007.

Les principaux investissements ont été réalisés :

- en France dans le secteur de la Démolition pour 5.7 M€, contre 12.2 M€ en 2007, dont 4.4 M€ pour STIPS TI et ses filiales.
- en Europe du Nord et de l'Est pour 10.3 M€, à comparer à 6 M€ en 2007
- en Europe du Sud, Afrique et autres pour 3.7 M€, et 4.6 M€ en 2007.

La plupart des autres investissements correspondent à des travaux de maintenance et de mise à niveau des installations industrielles, afin de rester conforme aux règles de sécurité et d'environnement en vigueur.

BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION

Le besoin en fonds de roulement affiche une réduction de 13.6%.

STIPS TI et ses filiales comptait en 2007 pour 8.7 M€ dans le besoin en fonds de roulement du groupe.

Sans STIPS TI et ses filiales, le besoin en fonds de roulement du groupe diminue de 2%.

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07	31-déc-07 Sans STIPS TI et filiales
Stocks et en cours	30 766	33 035	29 657
Créances clients et autres créances	108 072	142 520	108 951
Dettes fournisseurs et autres dettes	(77 051)	(104 044)	(75 664)
Total	61 787	71 511	62 944

TRESORERIE

La trésorerie a augmenté de 9,5 M€ au cours de l'exercice 2008.

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07	31-déc-07 Sans STIPS TI et filiales
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	39 930	36 383	35 715
Découverts bancaires	(9 268)	(15 233)	(6 524)
Total	30 662	21 150	29 192

FINANCEMENT

Le montant des emprunts et dettes financières a augmenté de 16,6 M€ au cours de l'exercice 2008 :

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07	31-déc-07 Sans STIPS TI et filiales
Emprunts et dettes financières	15 703	14 610	12 160
Emprunts (part à moins d'un an) et découverts bancaires	60 528	45 016	35 132
Total	76 231	59 626	47 292

RISQUES

Le Groupe est confronté aux principaux risques suivants :

- Risque de recomposition de l'environnement concurrentiel dans le secteur des explosifs
- Risque d'augmentation du prix des matières premières, notamment en matière de fluctuation du prix du gaz naturel, du pétrole et de l'ammoniac
- Risques techniques liés à la dangerosité des métiers exercés par le Groupe
- Risques réglementaires avec une évolution continue du renforcement des réglementations appliquées

FAITS MARQUANTS EN 2008

FUSION DES SOCIETES DEXPLO SPRENGTECHNIK ET STAHLHACKE

Les sociétés Dexplo Sprengtechnik et Stahlhacke ont fusionné à effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008.

AUGMENTATION DU CAPITAL DE DEMOKRITE

En mars 2008, le capital de Demokrite a été porté à 20 M€.

SORTIE D'EXCHEM DE PLUS MARKET

Le 24 juin 2008, Exchem s'est retiré de la cotation de «Plus Market ».

PRISE DE PARTICIPATION MAJORITAIRE DANS LE CAPITAL DE KINSITE

Le 25 juin 2008, le groupe a augmenté sa participation dans le capital de la société Kinsite en passant de 33 à 66%.

AUGMENTATION DU CAPITAL DE DEMOSTEN ET OPERATION D'APPORT OU DE CESSON DE TITRES

En date du 27 juin 2008, dans le cadre de l'opération envisagée avec DG Construction, les titres 2B Recyclage, ATD, Occamat, Occamiante, Prodemo, STID et STIPS TI ont été apportés ou cédés par la société Démokrite à Demosten.

PROCEDURE COLLECTIVE DE STIPS TI

A la suite de la découverte d'anomalies comptables et juridiques au sein d'une sous-filiale de l'activité Démolition, STIPS TI, et des audits qui en ont découlé, les Présidents de STIPS TI et de deux filiales détenues à 100% par STIPS TI, Hydrau Meca Services et U2C, ont décidé de placer les trois sociétés sous la protection de la justice, en sollicitant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en vue d'un plan de cession.

Le 25 septembre 2008, le Tribunal de Commerce de Thionville a décidé l'ouverture de trois procédures distinctes de redressement judiciaire.

Le 15 octobre 2008, malgré une offre de reprise, le Tribunal de Commerce de Thionville a converti ces procédures en liquidation judiciaire.

Le 18 décembre 2008, le Tribunal de Commerce d'Aix-en-Provence a prononcé la liquidation judiciaire de Dclic, filiale détenue à 100% par STIPS TI. Dclic était une société de services, récemment créée, dont l'activité principale consistait à mener des projets de reclassement de friches industrielles.

A ce jour, la procédure collective n'a pas affecté significativement le financement et les résultats des autres activités.

Les opérations de liquidation suivent régulièrement leurs cours : réalisation des actifs, départ du personnel, procédure de recouvrement.

FUSION EXPLOMINEX EXPLOERG EN POLOGNE

Au dernier trimestre 2008, les Sociétés Explominex et Exploerg en Pologne ont fusionné.

CODE DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE AFEP-MEDEF

Dans sa séance du 22 décembre 2008, le Conseil d'Administration d'EPC a décidé, de se référer au code de gouvernement d'entreprise adopté par l'AFEP-MEDEF, complété en dernier lieu par les recommandations sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux d'octobre 2008.

CONSTITUTION DE COMITES SPECIALISES

Dans sa séance du 22 décembre 2008, le Conseil d'Administration d'EPC a décidé d'instituer un comité d'audit et des rémunérations et un comité stratégique.

DG CONSTRUCTION

L'ouverture de la procédure collective de STIPS TI, ayant imposé l'interruption, fin septembre 2008, du processus de rapprochement avec DG Construction, EPC a étudié avec eux la possibilité de réaliser ce rapprochement sur de nouvelles bases. Ces discussions n'ont pas abouti.

Le 30 décembre 2008, DG Construction, Financière Constructeam, qui détient 50% du capital de cette dernière, et certains dirigeants ont mis en demeure et assigné

EPC devant le Tribunal de commerce de Paris en demandant pour réparation de leurs hypothétiques préjudices un montant de 8,725 millions d'euros toutes causes confondues.

EPC montrera devant le Tribunal que ces procédures sont abusives, en tous cas sans fondement, et que la réalisation du rapprochement annoncé en juillet dernier est devenue impossible du fait de circonstances constitutives d'un cas de force majeure, qui excluent toute inexécution fautive de ses engagements et donc toute obligation de réparer un quelconque préjudice.

EVOLUTION DE L'ACTIVITE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

ZONE FRANCE BENELUX

En M€	2008	2007	2007 sans STIPS TI et filiales
Chiffre d'Affaires	118 396	176 373	118 731
Résultat Opérationnel Courant – activités poursuivies	- 953	-2 035	-493

L'activité dans les explosifs - forage minage est en léger retrait par rapport à 2007.

Ce retrait s'explique :

- par la perte d'un marché de fournitures de cartouches dans un contexte concurrentiel modifié,
- en partie par un ralentissement de l'activité carrière et travaux publics sur le dernier trimestre de l'exercice,
- conjuguée avec une faible activité de TP et la fin d'un chantier important à l'île de la Réunion.

La baisse du résultat opérationnel dans l'activité explosif est directement liée aux hausses des matières premières. Les prix de vente ont pu être relevés sur la fin de l'année.

Cette baisse est également la conséquence d'un recul de l'activité en carrière et en travaux publics évoqué plus haut.

Dans le secteur de la démolition, les filiales, hors sous-pôle STIPS TI, ont connu une activité soutenue (+10,3% par rapport à 2007).

Elles ont bénéficié au cours de l'été d'une flambée des prix de la ferraille, qui a participé aussi à l'amélioration des marges.

ZONE EUROPE DU NORD – EUROPE DE L'EST

En M€	2008	2007
Chiffre d'Affaires	110 448	110 906
Résultat Opérationnel Courant	4 996	13 813

Le chiffre d'affaires 2008 est comparable à celui de l'exercice 2007.

D'une manière générale, la baisse du résultat opérationnel provient d'un 2^{ème} semestre en fort retrait en Irlande, une très mauvaise année en Norvège, des tensions sur les prix de vente en Allemagne, un contexte générale de hausse marquée des matières premières, un retard de la mise en service d'unité de fabrication en Roumanie.

En Grande-Bretagne, malgré une concurrence active, des prix de matières premières en forte hausse une bonne partie de l'année et une baisse des chantiers de travaux publics, l'activité est en progression. Les « additifs diesels » y ont contribué particulièrement.

La Scandinavie contribue au chiffre d'affaires du groupe pour 16 M€. L'année 2008 a été particulièrement difficile en Norvège.

L'Allemagne a connu une année 2008 difficile, tout en présentant une progression de l'activité : tension sur les prix de vente, forte concurrence, hausse des prix de matières premières, léger retrait en terme d'activité.

La Pologne équilibre ses comptes cette année en termes de résultat opérationnel. L'activité a connu une forte progression, s'élevant à 6,6 M€ de chiffre d'affaires, à comparer à un niveau de 4 M€ en 2007.

La Roumanie a lancé avec retard les travaux d'aménagement de son réseau de distribution (dépôts) et de fabrication d'explosifs.

ZONE EUROPE DU SUD, AFRIQUE ET AUTRES

En M€	2008	2007
Chiffres d'Affaires	68 257	59 103
Résultat Opérationnel Courant	207	1 839

L'activité a été en progression de plus de 15% principalement en l'Italie.

Le résultat opérationnel courant est en léger retrait. L'Italie a vu une augmentation de l'activité de plus de 27% particulièrement à la Défense.

Le Maroc a connu une année 2008 comparable à celle de 2007.

L'activité en Espagne est restée stable avec cependant une nette amélioration des résultats.

En ce qui concerne les activités en Afrique de l'Ouest, le Sénégal a réalisé une année déficitaire. L'arrivée de nouveaux acteurs a provoqué une baisse des prix de vente, qui a fortement pénalisé la filiale du Groupe. Nos filiales guinéennes ont du faire face à des difficultés d'approvisionnement en matière première, dans un

environnement politique plus stable qu'en 2007. Notre filiale burkinabé présente des résultats en perte pour la 2^{ème} année consécutive, malgré une progression importante de l'activité.

EVOLUTION DES PRINCIPALES FILIALES

En France

NITROCHIMIE

L'exercice 2008 a été marqué par des hausses des matières premières (nitrate d'ammonium, aluminium et gazole) qui n'ont pas pu être répercutées en totalité sur les prix de vente de nos produits.

Les ventes d'explosifs avec les UMFE continuent de progresser pour atteindre 30% en volume de nos ventes d'explosifs. Le prix de vente moyen des explosifs en France a baissé au cours de l'exercice.

L'activité du début d'année en France est en retrait par rapport au budget ce qui s'explique par des conditions climatiques défavorables et les effets de la crise, sensible en Travaux Publics.

Les prix moyens du Nitrate fuel et des émulsions encartouchées sont remontés, mais la concurrence reste très vive.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 37.5 M€ contre 36.2 M€ pour l'exercice précédent

L'augmentation des coûts de distribution en France s'est conjuguée à ces hausses si bien que le résultat d'exploitation reste encore négatif mais en sensible amélioration.

Le résultat d'exploitation ressort à -0.9 M€, à comparer aux -1.6 M€ en 2007.

Le résultat de l'exercice se solde par une perte de -1.9 M€, contre une perte de -2.3 M€ au titre du précédent exercice

SIMECO

Le 20^{ème} exercice de la société confirme la bonne santé de l'entreprise. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 14.6 M€ contre 20.3 M€ au titre de l'exercice précédent.

L'activité « confortement », bénéficiant encore des effets des marchés à bons de commande de métropole et de la fin du chantier de la RN1 de l'île de LA REUNION, réalise une année tout à fait remarquable en maintenant un niveau de résultat très élevé malgré la baisse significative du Chiffre d'Affaires.

L'activité « fondations spéciales » confirme et améliore encore les résultats encourageants enregistrés en 2007, grâce à une bonne maîtrise de la technique permettant de réaliser les chantiers avec un bon prix de revient.

Concernant l'activité « minage TP et carrières », l'année a été marquée par une forte concurrence dans notre région. Le ralentissement des consommations de granulats

a commencé à se faire sentir en fin d'exercice. Enfin, certains clients importants ont décidé de réaliser la foration et les tirs eux-mêmes sur certains sites.

En matière de qualité, le certificat ISO 9001 et les qualifications FNTP, SNCF et QUALIBAT ont été renouvelées.

Le résultat d'exploitation ressort à 1.2 M€ contre 1.9 M€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 1 M€ à comparer aux 1.3 M€ en 2007.

ALPHAROC (ANCIENNEMENT STIPS SA)

Le chiffre d'affaires titre de l'exercice s'est élevé à 12.3 M€ contre 14.6 M€ en 2007.

L'activité « grands travaux » a été marquée par une prédominance des chantiers TP Grands Travaux et Confortement, notamment la fin d'un chantier en GUYANE et la réalisation d'un important chantier à Ax-les-Thermes.

L'activité « minage carrières », connaît depuis le 3^{ème} trimestre une baisse significative du chiffre d'affaires.

Le résultat d'exploitation ressort 0.4 M€, contre 0.5 M€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 0.2 M€ contre un bénéfice de 0.7 M€ en 2007.

OCCAMAT

Dans un contexte sans perspectives en début d'année et un carnet de commande faible, Occamat a réalisé un chiffre d'affaires élevé.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 18.5 M€ contre 15.6 M€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation ressort à 0.9 M€ contre 0.4 M€ en 2007.

Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 0.5 M€ à comparer aux 0.3 M€ de l'année dernière.

Le marché 2008 a été particulièrement soutenu en termes de consultation et de prises de commande à réalisation immédiate malgré une concurrence très présente.

L'envolée du prix de la ferraille au début de l'été a également contribué à l'amélioration du résultat, même si les prix sont revenus à des cours inférieurs à ceux de fin 2007 en fin d'année.

La gestion du poste client a permis de conforter la trésorerie de l'entreprise.

La société a continué de progresser en matière de formation du personnel et à renforcé sa politique des risques liés aux accidents du travail.

L'année 2009 s'annonce difficile compte tenu de la chute d'activité constatée dans le secteur de la construction, de l'immobilier et de l'investissement. L'objectif dans cette conjoncture sera de conserver les positions acquises après la croissance de 2007 et 2008, tout en se préparant à une diminution du chiffre d'affaires.

ATD

L'exercice 2008 a été marqué par une activité en retrait tout au long de l'année, qui a conduit la société à moins recourir aux services extérieurs (intérim, sous-traitance...) et à recentrer ses efforts sur ses moyens humains et matériels propres.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 9.5 M€ contre 13.3 M€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation ressort à 0,4 M€ contre 1 M€ en 2007.

Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 0.1 M€ contre bénéfice de 0.3 M€ au titre de l'exercice précédent.

Le poste de concassage a été mis en place au cours du 4^{ème} trimestre 2008. Les retombées sont faibles en 2008 mais prometteuses sur l'exercice 2009.

La réorganisation du secteur Dépollution a permis d'augmenter l'activité amiante qui représente 24% en 2008 contre 16% en 2007. La nouvelle qualification Amiante 1512 (non friable) a été attribuée au cours de l'exercice.

PRODEMO

L'activité de démolition continue d'afficher des résultats satisfaisants et l'entreprise est bien positionnée sur le marché.

Le développement s'est poursuivi et a conduit à une augmentation de l'effectif.

Néanmoins, au cours du dernier trimestre 2008, la société a pu constater que le marché privé en région parisienne a subi une forte tension.

L'exercice 2008 a été marqué par une augmentation sensible du chiffre d'affaires, qui s'est élevé à 8.3 M€ contre 6.2 M€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat a fortement diminué du fait de la liquidation judiciaire du pôle STIPS-TI, partenaire sur plusieurs chantiers, qui a entraîné la constitution de provisions pour risques et charges et clients douteux.

Le résultat d'exploitation ressort à 0.4 M€ contre 0.8 M€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 0.1 M€ contre 0.4 M€ au titre de 2007.

FILIALES ETRANGERES

EXCHEM AU ROYAUME-UNI

Le chiffre d'affaires est en progression pour s'établir à 37.6 M£ contre 34.6 M£ en 2007.

Le résultat opérationnel s'établit à 1 M£.

Le résultat net baisse et s'établit à +1 M£ contre 1.3 M£ en 2007.

Les « Explosifs » ont connu une année consécutive bénéficiaire, malgré une concurrence active et des prix de matières premières en forte hausse une bonne partie de l'année et notamment le nitrate d'ammonium, principal composant utilisé, dont le prix a augmenté de plus de 100%. Les marges s'en ressentent, les hausses n'ayant pu être répercutées totalement. Les coûts indirects ont été maîtrisés. Un « centre d'excellence » a été créé en juillet 2008 qui propose des stages de formation technique et sécurité à l'industrie du secteur.

Les « Additifs Diesels » ont connu des records d'activité en 2008, (+38% par rapport à 2007), malgré une concurrence toujours aussi vive. La demande aux USA a été particulièrement soutenue. La hausse des matières premières du premier semestre s'est inversée au second. Cela a contribué à l'amélioration des marges.

En matière d'engagement vers le personnel, (fonds de pension), le déficit s'est à nouveau fortement creusé, notamment suite à la chute des marchés financiers.

BLASTING SERVICES AU Royaume-Uni (FORAGE MINAGE)

Le chiffre d'affaires est en progression pour s'établir à 9.4 M£ contre 8.7 M£ en 2007.

Le résultat opérationnel est à l'équilibre contre une contribution positive en 2007 de 0.4 M£.

Le résultat net est en retrait et s'établit à 0.1 M£ contre 0.2 M£ en 2007.

La société a principalement travaillé dans le secteur des carrières en 2008 et n'a plus bénéficié comme en 2007 de grandes opérations de travaux publics. Elle a consolidé sa position dans le secteur des mines de charbon à ciel ouvert.

KEMEK EN IRLANDE

L'exercice 2008 a été marqué au second trimestre par un retournement de l'activité, attendu, mais qui est plus fort que prévu du fait de la crise mondiale qui affecte particulièrement l'Irlande.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a baissé pour s'établir à 43.8 M€, contre 50 M€ en 2007.

Le résultat est passé de 17 M€ à 11M€ en 2008.

L'année 2009 sera difficile. Des mesures de réduction des coûts sont menées activement depuis le dernier trimestre 2008, et en particulier une forte restructuration du personnel pour s'adapter à la réalité actuelle du marché irlandais.

SKANEXPLO AB & AS EN SCANDINAVIE

(Chiffres présentés en Euro et en contribution)

En contribution consolidée, l'année 2008 affiche un chiffre d'affaires de 16 M€, contre 14 M€ en 2007.

Le résultat opérationnel présente une perte de -1.4 M€ contre un bénéfice de +0.2 M€ en 2007. Cette perte provient de difficultés importantes rencontrées en Norvège, qui ont provoqué le départ du Dirigeant. Un plan d'action est en cours pour retrouver

rapidement une rentabilité acceptable. La signature d'un contrat important au nord de la Norvège début 2009 améliorera encore le redressement des comptes.

SEI EN ITALIE

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 33.9 M€ contre 25.9 M€ en 2007, soit une hausse de 31%.

Le résultat d'exploitation atteint le montant de 3.4 M€ contre 2.8 M€ en 2007.

Le résultat net ressort en bénéfice à 0.8 M€ à comparer aux 0.5 M€ de 2007.

En ce qui concerne l'activité explosifs industriels, l'année 2008 a été marquée par un retrait des volumes, en particulier sur le 2^{ème} semestre, en partie compensée par des hausses des prix de vente.

La situation économique explique ce ralentissement ; la reprise des chantiers de travaux publics est prévue sur l'année 2009.

En matière de défense, en revanche, le chiffre d'affaires a nettement progressé, en particulier grâce à d'importants marchés à l'exportation. Le carnet de commandes pour l'année 2009 s'annonce satisfaisant.

SCAM AU MAROC

Le Chiffre d'Affaires s'est élevé 97.7 MMAD en augmentation par rapport à celui de l'année précédente qui s'élevait à 95.3 MMAD.

Le résultat d'exploitation affiche un léger retrait. Il passe de 3.9 MMAD à 0.1 MMAD.

Le résultat net présente une perte de -0.8 MMAD, à comparer à un bénéfice de 0.4 MMAD de 2007.

L'activité a continué à être soutenue grâce à d'importants chantiers de Travaux Publics.

L'année 2009, malgré un premier trimestre perturbé par des conditions météorologiques difficiles, devrait être comparable à celle de 2008.

EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

DIRECTION GENERALE DU GROUPE EPC

Monsieur Antoine Darbois quitte le Groupe EPC pour mener à bien des projets personnels dans le respect de son obligation de non concurrence. Le Conseil d'Administration désignera prochainement un nouveau Directeur Général.

Monsieur Henri Lorain, Directeur Général Délégué du Groupe, a fait valoir ses droits à la retraite le 30 mars 2009. Il avait rejoint le groupe en 1987 et avait occupé la fonction de Directeur Général pendant plus de 21 années. Il reste administrateur et Vice Président du Conseil d'Administration.

Monsieur Obst conserve sa fonction de Directeur Général Délégué.

PROJET SYDVARANGER

Skanexplo AS, filiale norvégienne d'EPC, a signé début 2009 un contrat important de cinq ans de fourniture et mise en œuvre d'explosifs pour la mine de fer de Sydvaranger, au nord de la Norvège. En année pleine, plus de 10.000 tonnes d'explosifs seront à fournir.

PROJET ARABIE SAOUDITE

Le projet de prise de participation minoritaire d'EPC dans une société titulaire de la 2ème licence de commercialisation et production d'explosifs en Arabie Saoudite est reparti de manière très positive suite à l'obtention en notre faveur de la dérogation à l'interdiction des participations étrangères dans ce secteur. Le marché saoudien est très porteur en raison des projets de développement dans le secteur minier et des infrastructures en Arabie. Les négociations finales avec notre partenaire local devraient aboutir rapidement.

NITROKEMFOR SERVICES

En début d'année, le client a signifié à Nitrokemfor Services l'arrêt des travaux en cours. N'ayant pas d'autres opérations en cours ni à venir, le Groupe a décidé de mettre la société en sommeil. La société a réalisé au cours de l'exercice un chiffre d'affaires de 1.7 M€ et un résultat opérationnel de -0.5 M€. Les opérations accompagnant cette mise en sommeil devraient se dérouler sans apport de trésorerie.

RECLASSEMENT DE TITRES DE PARTICIPATION DE NITROCHIMIE

En début d'année, un reclassement de titres de participation de Nitrochimie est intervenu. Les sociétés espagnoles et roumaines sont devenues des filiales détenues à 100% par le Groupe.

PROJET DE DESINVESTISSEMENT NON STRATEGIQUE

Le projet est toujours à l'étude et confirmé par le groupe. A ce stade, il a été décidé de conserver une présentation des opérations concernées en activité poursuivie.

LIQUIDATION JUDICIAIRE DE ROOSEVELT-DUMAS

Le 26 mars 2009, le Tribunal de Commerce d'Aix-en-Provence a prononcé la liquidation judiciaire de Roosevelt-Dumas, filiale indirectement détenue à 100% par STIPS TI. Roosevelt-Dumas avait pour seule activité la détention d'un terrain à Vaux-en-Velin.

POLITIQUE SECURITE SANTE ENVIRONNEMENT

EPC a poursuivi quatre axes prioritaires en matière de Sécurité Santé Sûreté Environnement en 2008 :

- La poursuite du développement du système de gestion de la sécurité, santé, environnement au niveau de l'ensemble du groupe EPC.
- Des actions plus spécifiques en matière de sécurité santé
- Le renforcement de la sûreté
- La prise en compte croissante de problématiques liées à l'environnement.

SYSTEME DE GESTION DE LA SECURITE SANTE ENVIRONNEMENT

Le système de gestion de sécurité santé environnement du groupe EPC s'applique tant pour ses implantations situées en Europe qu'en Afrique. Animé par la Direction Sécurité Hygiène Environnement, rattachée directement à la Direction Générale du Groupe, ce système de gestion est applicable à toutes les filiales quelque soit leurs implantations géographiques et leurs activités.

Il repose sur :

- Un engagement fort de la Direction du Groupe et des Directions des Filiales, matérialisé par une déclaration Santé Sécurité Environnement du groupe EPC spécifiant :
 - La vision du Groupe EPC et les objectifs en matière de Sécurité Santé Environnement,
 - Les principes du Groupe EPC en matière de Sécurité Santé Environnement déclinés dans l'ensemble du Groupe.
- Un contrôle au travers d'audits et d'inspections systématiques.
- Une analyse systématique des accidents.
- Une mobilisation du personnel

Les écarts entre les pratiques effectives et les pratiques attendues ou prévues dans une procédure ont contribué à transformer une situation dangereuse en un événement avec des conséquences lourdes.

Les éléments apportés en 2008 au système de la gestion de la sécurité, santé et environnement du groupe EPC sont les suivants :

- Comité
Un Comité de Direction Groupe « *sécurité santé environnement* » est créé. Il est composé de la direction générale, des directions opérationnelles et de fonctionnels. Son rôle consiste à être le garant et à assurer le suivi de l'application de la politique Sécurité santé environnement décidée par le président. Il se réunit trimestriellement. A l'image de ce comité, chaque filiale a mis en place un comité filiale sécurité santé environnement.
- Objectifs 2008
Des objectifs en matière de sécurité santé environnement ont été définis par le comité.

- Suivi d'indicateurs mensuels

Des indicateurs mensuels ont été mis en place. Ces résultats sont revus par le comité Groupe tous les trimestres pour présentation et le cas échéant pour actions correctives. De nouveaux indicateurs ont été ajoutés pour favoriser les actions de prévention ou orientées vers l'avenir.

- Règles d'or

Des règles communes au sein du Groupe ont été définies dans les 3 domaines suivants :

- travaux en hauteur,
- opérations de forage minage,
- stockage comburants combustibles.

DES ACTIONS EN MATIERE DE SECURITE SANTE

Pour 2008, les actions supplémentaires initiées par le Groupe ont été :

- Formation

Un programme d'actions de formations a été déployé au cours de l'exercice. Les visites sécurité sont l'occasion sur le terrain de se rendre compte des situations dangereuses, de les identifier et de les corriger en associant le personnel concerné.

- Risque routier

Une charte du transport est établie et signée avec les sous traitants intéressés par notre démarche dans plusieurs pays européens.

- Communication

La communication de situations dangereuses, de presque accidents et d'accidents est privilégiée au sein du Groupe.

LE RENFORCEMENT DE LA SURETE

Des efforts marqués pour le renforcement de la sûreté ont été déployés dans plusieurs pays pour :

- Renforcer la sûreté des installations :

Des dispositions concernant les installations tant fixes que mobiles ont été adoptées et mises en application.

- Renforcer la sécurité de certains de nos cadres à l'étranger en cas de tension dans le pays.

PRISE EN COMPTE CROISSANTE DE PROBLEMATIQUES LIEES A L'ENVIRONNEMENT

- REACH

REACH, nouvelle réglementation européenne adoptée en Décembre 2006, correspond à l'enregistrement, l'évaluation, l'autorisation et aux restrictions relatives à l'usage des substances chimiques.

Il s'agit de s'assurer que les produits chimiques sont sûrs et que l'information liée à la sécurité est disponible sur toute la chaîne d'approvisionnement.

- Etudes complémentaires de décontamination démantèlement

Pour une évaluation plus précise des coûts de dépollution des sols de certains sites, des études complémentaires ont été réalisées au 1^{er} trimestre 2008 à l'aide de nouveaux prélèvements sur certains sites du groupe.

- Promotions d'actions de développement durable

Des actions s'inscrivant dans une logique de développement durable ont été menées au cours de l'exercice dans un site pilote :

- diminution des consommations d'eau de 8% par amélioration du réseau ;
- objectif de réduction de 20% des consommations d'énergie et de rejet de CO2.

- Sites Seveso

Dans le cadre de l'exploitation de sites SEVESO seuil haut, principalement en France, Grande Bretagne et Italie, le groupe EPC s'est assuré du respect de ses obligations par rapport aux différentes réglementations locales, par des couvertures responsabilité civile adéquates.

Par ailleurs, les polices d'assurance groupe mises en place lors de la constitution de la société captive de réassurance EPCapRé, intègrent les couvertures Responsabilité Civile Exploitation et Responsabilité Civile Atteintes à l'environnement. Etant son propre assureur pour partie, le groupe a mis en place un programme d'amélioration de la sécurité.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Le Groupe poursuit ses projets de développement des technologies d'explosifs « vrac », ainsi que le développement de cartouches d'émulsion répondant mieux aux attentes des clients Mines, Carrières et Travaux Publics.

Par ailleurs, sont développées de nouvelles approches de gestion des tirs, depuis la conception des plans de tirs jusqu'aux contrôles après la réalisation des tirs, visant à optimiser les paramètres d'exploitation des clients du Groupe.

PERSPECTIVES 2009

Dans le métier de base des explosifs, le Groupe anticipe une année difficile globalement, stable en volume. La lecture par zone géographique des perspectives

2009 est contrastée. Certaines zones comme la Scandinavie devraient connaître une augmentation d'activité. Sur les zones particulièrement touchées par la crise mondiale, les actions de restructurations ont déjà été enclenchées de manière volontariste, pour s'adapter au contexte.

Dans le forage-minage, le Groupe présente la même analyse de la situation.

Dans les diversifications, le Groupe prévoit de poursuivre la focalisation de son développement sur les métiers de démolition et d'environnement.

FRANCHISSEMENT DE SEUIL

Nous n'avons reçu, au cours de l'exercice, aucun avis de franchissement d'un seuil de détention de 5 % de nos actions.

Selon les informations qui nous sont parvenues, l'identité des Actionnaires détenant plus de 5 % du capital de la Société à la clôture de l'exercice est la suivante :

- détention entre 5 % et 10 % du capital : COMPAGNIE FINANCIERE NOBEL,
- détention entre 50 % et 66,66 % du capital: Société E.J. BARBIER (plus de 66.66% des droits de vote).

TRANSACTIONS SUR TITRE

En 2008, selon les chiffres cumulés publiés en fin d'exercice par EURONEXT, le volume des transactions sur les actions de la Société a concerné, sur l'ensemble de l'année, 6 871 titres, soit 4,08% des actions pour un montant en capitaux de 1 685 750 €, ce qui représente une valeur moyenne de 245,33 € par titre.

Ces chiffres sont à comparer aux 6 417 titres échangés en 2007 pour un montant en capitaux de 2 688 170 €.

A fin décembre 2008 le cours de l'action s'élevait à 121 €, contre 470 € l'année précédente.

Le 31 décembre 2008, votre Société détenait 16.102 de ses propres actions, d'une valeur nominale de 31 € chacune, représentant 9,56 % du capital, qu'elle avait achetées au prix moyen de 153,97 €, conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 19 juin 2008 a renouvelé l'autorisation donnée au Conseil d'opérer en Bourse sur les actions de la Société en vue de régulariser les cours, par achat et/ou vente de petites quantités d'actions, en contre tendance du marché et en respectant les conditions suivantes :

- le nombre maximum d'actions pouvant être acquises restera dans la limite de 0,44% du total des actions de la Société,
- le prix maximum d'achat sera de 300 € et le prix minimum de vente de 400 €,

- l'autorisation étant valable jusqu'à la tenue de la prochaine Assemblée statuant sur les comptes.

Au titre de l'exercice écoulé, il n'a été procédé à aucune acquisition ou cession d'actions dans le cadre de la régularisation des cours.

Nous vous proposons de renouveler l'autorisation donnée au Conseil d'Administration pour opérer en Bourse sur les actions de la Société en vue de régulariser les cours par achat et/ou vente, en contre tendance du marché, de petites quantités d'actions ne pouvant, en tout état de cause, représenter plus de 0,44 % du capital social et moyennant un prix maximum d'achat de 250 € et un prix minimum de vente de 250 €.

PRISES DE PARTICIPATION

Les prises de participation significatives ou prises de contrôle intervenues au cours de l'exercice sont les suivantes :

- Acquisition de 33% de Kinsite en France portant la participation du Groupe à 66%
- 100% d'Exploerg en Pologne

ADMINISTRATEURS

Conformément aux dispositions de la loi relative aux nouvelles régulations économiques, nous vous communiquons la liste des mandats et fonctions exercés en France et à l'étranger par chacun des mandataires sociaux durant l'exercice 2008 :

Le Président : M. Paul de BRANCION

- Président du Conseil d'Administration et Administrateur de la SA EPC
- Président de la Société E.J. BARBIER
- Président de :
 - * DEMOKRITE
 - * EPC MINETECH
 - * LES DEPOTS D'EXPLOSIFS
 - * DEMOSTEN
 - * DIOGEN
 - * GENISSIAT PARTICIPATIONS
 - * SMA
- Co-représentant d'EPC à la présidence de la SOCIETE DE MINAGE EN GUINEE
- Gérant de:
 - * SICIEX
 - * NITRATES & ENGRAIS
- Président du Conseil d'Administration et Administrateur :
 - Au Luxembourg : * EPCapRé
 - En Belgique : * DGOM3
 - * DYNAMICHAINES
 - En Grande Bretagne : * EXCHEM

En Espagne : * GALILEO EXPLOSIVOS
Au Maroc : * SCAM
En Italie : * SARDA
* SEI
* INTER.E.M.

- Gérant en Allemagne : * EPC GmbH
- Administrateur de : * SKANEXPLO AB (Suède)
* SKANEXPLO AS (Norvège)

Le Vice Président et Directeur Général Délégué : M. Henri LORAIN

- Gérant d'EPC GmbH (Allemagne)
- Administrateur de : * EPC
 - * EPCapRé (Luxembourg)
 - * STIPS Luxembourg
 - * STIPS Belgique
 - * KEMEK (Irlande)
 - * EXCHEM (Grande Bretagne)
 - * GALILEO EXPLOSIVOS (Espagne)
 - * SKANEXPLO AB (Suède)
 - * SKANEXPLO AS (Norvège)
- Représentant : * EPC au Conseil d'Administration de la SCAM (Maroc)
* EPC au Conseil d'Administration de MARODYN (Maroc)
* EPC au Conseil de DYNAMICHAINES (Belgique)
* EPC au Conseil DGOM3 (Belgique)
- Co-représentant d'EPC à la présidence de la SAS SOCIETE DE MINAGE EN GUINEE
- Administrateur et Vice-président d'AREAS Dommages, 49 rue Miromesnil, Paris 8^e
- Administrateur d'AREAS Vie, 49 rue Miromesnil, Paris 8^e
- Administrateur d'AJH (Association des Jeunes Handicapés), Château de Lahage, 31390 LAHAGE

Le Directeur Général : Antoine DARBOIS

- Président de : * ATD
* KEMEK
* STID
* OCCAMAT
* OCCAMIANTE
* PRODEMO
* 2B RECYCLAGE
* SOCCAP
- Directeur Général de : * DEMOKRITE
* LES DEPOTS D'EXPLOSIFS
* SAMS
* SMA
- Représentant de LES DEPOTS D'EXPLOSIFS – Société gérante de NITROCHIMIE
- Représentant permanent de NITROCHIMIE au Conseil d'Administration de SMG
- Représentant permanent de SOCCAP – Société Présidente de SFG

- Représentant d'EPC au Conseil d'Administration de KINSITE
- Représentant d'EPC au Conseil d'Administration d'EPCapRé (Luxembourg)
- Administrateur de :
 - * EPC
 - * EXOR (GB)
 - * IIE (Irlande)
 - * UIE (Irlande)
 - * GALILEO (Espagne)
 - * CGPC (Guinée)
 - * MARODYN (Maroc)
 - * SERAFINA (Espagne)
 - * SILEX (Espagne)
 - * SKANEXPLO AB (Suède)
 - * SKANEXPLO AS (Norvège)
 - * STIPS Luxembourg (Luxembourg)
 - * BLASTING SERVICES (GB)
 - * Indivision Maître – 154 rue Dr Robert – 21400 Châtillon-sur-Seine

En date du 12 janvier 2009, Antoine DARBOIS a démissionné de l'ensemble de ses mandats dans le groupe EPC.

Le Directeur Général Délégué : Olivier OBST

- Président de : * SERAFINA (Espagne)
- Administrateur de :
 - * EDSL (GB)
 - * INTER.E.M. (Italie)
 - * KEMEK (Irlande)
 - * SARDA (Italie)
 - * SEI (Italie)
 - * SILEX (Espagne)

Les Administrateurs d'EPC

- Mme Laure CHERLONNEIX
- M. Patrick JARRIER
- M. Aurélien KREJBICH
- M. Pierre LAVERGNE
- M. Roger RICHARD

REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

(Rapport requis par les articles L. 225-102-1 et L. 225-37 alinéa 9 du Code de commerce)

Le présent chapitre rassemble les rapports requis par le Code de commerce et les tableaux recommandés par le code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef de décembre 2008 ou par la recommandation AMF du 22 décembre 2008 relative à l'information à donner dans les documents de référence sur la rémunération des mandataires sociaux.

Rémunérations et avantages en nature

Tableau 1: Tableau de synthèse des rémunérations nettes et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
Paul de BRANCION Président	2007	2008
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	391 637	404 826
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)		
TOTAL	391 637	404 826

Henri LORAIN Vice Président et Directeur Général Délégué	2007	2008
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	118 626	118 742
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)		
TOTAL	118 626	118 742

Antoine DARBOIS DGD puis Directeur Général	2007	2008
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	260 740	269 120
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)		
TOTAL	260 740	269 120

Olivier OBST Directeur Général Délégué **	2007	2008 **
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)		58 875
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)		
TOTAL		58 875

** nommé le 3 octobre 2008

Tableau 2 : Tableau récapitulatif des rémunérations nettes de chaque dirigeant mandataire social

Paul de BRANCION Président	2007		2008	
	montants dus	montant versés	montants dus	montants versés
rémunération fixe	355 759	355 759	368 909	368 909
rémunération variable				
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence	30 886	30 886	30 925	30 925
avantages en nature	4 992	4 992	4 992	4 992
TOTAL	391 637	391 637	404 826	404 826

Henri LORAIN Vice Président DGD	2007		2008	
	montants dus	montant versés	montants dus	montants versés
rémunération fixe	92 452	92 452	94 948	94 948
rémunération variable				
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence	26 174	26 174	23 794	23 794
avantages en nature				
TOTAL	118 626	118 626	118 742	118 742

Antoine DARBOIS Directeur Général	2007		2008	
	montants dus	montant versés	montants dus	montants versés
rémunération fixe	235 344	235 344	243 683	243 683
rémunération variable				
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence	22 732	22 732	22 773	22 773
avantages en nature	2 664	2 664	2 664	2 664
TOTAL	260 740	260 740	269 120	269 120

Olivier OBST Directeur Général Délégué	2007		2008	
	montants dus	montant versés	montants dus	montants versés
rémunération fixe			49768*	49768*
rémunération variable				
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence			9 007	9 007
avantages en nature				
TOTAL			58 775	58 775

* Rémunérations perçues à compter du 3 octobre 2008, date de la nomination d'O.Obst

Tableau 4 : Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social

Options attribuées à chaque dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice	Période d'exercice
NEANT						

Tableau 5 : Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social

Options levées par chaque dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice	Période d'exercice
NEANT						

Tableau 6 : Actions de performance attribuées à chaque dirigeant mandataire social

NEANT
Aucune action de performance n'a été attribuée par la société en 2008

Tableau 7 : Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice

NEANT
Aucune action de performance n'est disponible en 2008

Le Président et le Directeur Général sont tenus à une obligation contractuelle de non concurrence, susceptible d'être indemnisée à la fin de leur mandat correspondant

aux règles en vigueur dans la convention collective de la chimie et devant respecter les préconisations du code de gouvernement d'entreprise adopté par l'AFEP-MEDEF quant à leur limitation à une durée de 2 ans.

Il n'est pas prévu d'indemnité conventionnelle au titre du départ du Président ou du Directeur Général ou plus généralement d'un mandataire social et ce, quelle que soit la cause de ce départ.

Régimes de retraite complémentaires

Le Président et le Directeur Général Délégué bénéficient d'un complément de retraite par capitalisation à cotisations définies (Article 83) et d'un régime de retraite à prestations définies (Article 39).

Ces régimes de retraite complémentaires ont été mis en place en 2006.

Rémunération des autres administrateurs

Tableau 3 : Tableau sur les jetons de présence		
Membres du Conseil	Jetons de présence versés en N-1	Jetons de présence versés en N
Paul de Brancion	14 000 €	14 000 €
Patrick Jarrier	7 000 €	7 000 €
Pierre Lavergne	7 000 €	7 000 €
Henri Lorain	7 000 €	7 000 €
Roger Richard	7 000 €	7 000 €
Laure Cherlonneix	7 000 €	7 000 €
Aurélien Krejbich	7 000 €	7 000 €
Antoine Darbois	7 000 €	7 000 €
TOTAL	63 000 €	63 000 €

A l'exception du Président, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué, les membres du Conseil d'Administration n'ont bénéficié, au cours de l'exercice, d'aucune autre rémunération ni d'aucun autre avantage.

Ils n'ont pas bénéficié de l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'action ni d'actions gratuites.

RESULTAT – AFFECTATION

Les comptes de l'exercice écoulé, soumis à votre approbation, se traduisent par une perte de :

- 27.203.851,12 €**
- Auquel il faut ajouter le report à nouveau antérieur 597.945,91 €
- Formant un total disponible de : **-26.605.905,21 €**

Nous vous proposons de ne pas distribuer de dividendes cette année.

Nous vous proposons l'affectation suivante :

- Autres réserves -26.000.000,00 €

- Report à nouveau

-605.905,21 €

-26.605.905,21 €

A titre de comparaison les dividendes versés au cours des trois derniers exercices s'élevaient à :

Pour mémoire, les dividendes versés au cours des trois derniers exercices s'élevaient à :

	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Pour l'action	6.75 €	5,50 €	4,50 €
Pour la part de fondateur	12.87 €	10,48 €	8,57 €

PROJET DE RESOLUTIONS

En résumé, nous vous proposons :

1. d'approuver les rapports des commissaires aux comptes dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes sociaux et consolidés, inventaires, bilan, compte de résultat et annexe de l'exercice 2008,
2. de donner quitus de leur gestion aux Administrateurs en fonction,
3. de ratifier l'affectation des résultats mentionnée ci-dessus,
4. de fixer le montant des jetons de présence à 63.000 €,
5. de renouveler l'autorisation donnée au Conseil pour opérer en Bourse sur les actions de la société en vue de régulariser les cours,
6. de ne pas renouveler le mandat arrivant à expiration du Commissaire aux Comptes titulaire :
 - REGEC SAS, représenté par M. André-Paul BAHUON
7. de ne pas renouveler le mandat arrivant à expiration du Commissaire aux Comptes Suppléants :
 - Monsieur Jean-Luc BERBEYER
8. de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes titulaire, pour une durée de 6 années, c'est-à-dire jusqu'à l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014 :
 - ACE Audit, représenté par M. Alain Auvray
9. de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes suppléant, pour une durée de 6 années, c'est-à-dire jusqu'à l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.
 - AFIGEC

10. de nommer Commissaire aux Comptes titulaire, pour une durée de 6 années, c'est-à-dire jusqu'à l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.
 - PRICEWATERHOUSECOOPERS, représenté par M. Hubert Toth
11. de nommer Commissaire aux Comptes Suppléant, pour une durée de 6 années, c'est-à-dire jusqu'à l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.
 - M. Yves Nicolas
12. de prendre acte du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les opérations visées à l'article 225-38 du Code du Commerce et approuve en tant que de besoins les dites opérations, et renouvelle aux Administrateurs en fonction les autorisations prévues par le dit article
13. de ratifier la cooptation de la nomination de Mme. Jacqueline Dutheil de la Rochère née le 18 décembre 1940 à Nîmes, domiciliée 11 avenue de Ségur à Paris, en qualité de nouvel administrateur, suite à la démission de Monsieur DARBOIS, pour la durée du mandat restant à courir de ce dernier, soit jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2009.
14. de ratifier la cooptation de la nomination de Mme. Elisabeth Labroille née le 27 juillet 1946 à Hyeres, domiciliée 7 rue Foucault à Clichy, en qualité de nouvel administrateur, suite à la démission de Madame Laure CHERLONNEIX, pour la durée du mandat restant à courir de cette dernière, soit jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2011.

Fait à Paris, le 29 avril 2009

Le Président



COMPTES ANNUELS SA EPC
Au 31 décembre 2008

	2008	2007
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises.....	2 025	1 203
Production vendue (biens et services).....	1 823	1 926
Montant net du chiffre d'affaires.....	3 848	3 129
Reprises sur provisions (et amortissements).....		2
Transferts de charges.....	56	45
Autres produits.....	253	264
	4 157	3 440
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises.....	1 780	1 061
Achats de matières premières et autres approvisionnements. Variation de stock.....		
Autres achats et charges externes.....	6 254	4 962
Impôts, taxes et versements assimilés.....	276	272
Salaires et traitements.....	534	496
Charges sociales.....	884	850
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
. Sur immobilisations : dotations aux amortissements.....	33	39
. Sur actif circulant : dotations aux provisions.....		
. Pour risques et charges : dotations aux provisions.....	340	
Autres charges.....	63	66
	10 164	7 746
RESULTAT D'EXPLOITATION	-6 007	-4 306
PRODUITS FINANCIERS		
De participations.....	10 828	9 123
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé... Autres intérêts et produits assimilés.....	2 286	2 017
Reprises sur provisions et transferts de charges.....	420	85
Différences positives de change.....	4 045	1 539
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	488	337
	18 067	13 101
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions.....	35 246	2 163
Intérêts et charges assimilées.....	4 933	22
Différences négatives de change.....	1	
	40 179	2 185
RESULTAT FINANCIER.....	-22 112	10 916
RESULTAT COURANT avant impôts.....	-28 119	6 610
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion.....	1	7
Sur opérations en capital.....		1 012
Reprises sur provisions et transferts de charges.....		1
	1	1 020
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opération de gestion.....	50	15
Sur opération en capital.....		610
Dotations aux amortissements et aux provisions.....		
	50	625
RESULTAT EXCEPTIONNEL.....	-49	395
Impôts sur les bénéfices.....	-964	-519
TOTAL DES PRODUITS.....	22 225	17 561
TOTAL DES CHARGES.....	49 429	10 037
BENEFICE OU PERTE.....	-27 204	7 524

ACTIF	2008			2007
	BRUT	Amortissements et provisions	NET	NET
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>				
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>				
Autres.....			-	-
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>				
Terrains.....	3 984	17	3 967	3 883
Constructions.....	4 280	4 160	120	141
Installations techniques, matériel et outillage industriels...	2	2	-	-
Autres.....	94	93	1	12
Immobilisations corporelles en cours.....	59		59	59
Avances et acomptes.....				
<u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u>				
Participations.....	52 588	21 879	30 709	40 617
Créances rattachées à des participations.....	50 860	11 874	38 986	43 752
Autres titres immobilisés.....				
Prêts.....	686	457	229	611
Autres.....				-
	112 553	38 482	74 071	89 075
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
<u>STOCKS ET EN-COURS</u>				
Matières premières et autres approvisionnements.....				
En-cours de production (biens et services).....				
<u>AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDE</u>				
<u>CREANCES</u>				
Créances clients et comptes rattachés.....	2 630		2 630	2 963
Autres.....	19 293	4 131	15 162	11 333
<u>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</u>				
Actions propres.....	2 478	214	2 264	2 478
Autres titres.....	12 546		12 546	5 197
<u>DISPONIBILITES</u>	1		1	10
<u>COMPTE DE REGULARISATION</u>				
Charges constatées d'avance.....	104		104	164
<u>ECARTS DE CONVERSION ACTIF</u>				
	37 052	4 345	32 707	22 145
TOTAL GENERAL.....	149 605	42 827	106 778	111 220

PASSIF	2008	2007
<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Capital.....	5 220	5 220
Ecart de réévaluation.....	2 417	2 417
<u>RESERVES</u>		
Réserve légale.....	522	522
Réserves statutaires ou contractuelles.....	1 740	1 740
Autres.....	92 171	86 171
<u>REPORT A NOUVEAU</u>	598	480
<u>RESULTAT DE L'EXERCICE</u>	-27 204	7 524
<u>PROVISIONS REGLEMENTEES</u>	37	37
	75 501	104 111
<u>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u>		
Provisions pour risques.....	340	
Provisions pour charges.....		
	340	0
<u>DETTES</u>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	28 243	5 004
Emprunts et dettes financières divers.....	1 161	1 206
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours....		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	1 094	538
Dettes fiscales et sociales.....	379	357
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés.....		
Autres dettes.....	60	4
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>		
Produits constatés d'avance.....		
	30 937	7 109
<u>TOTAL GENERAL.....</u>	<u>106 778</u>	<u>111 220</u>

**ANNEXE COMPTABLE
EPC SA**

Annexe comptable au bilan avant répartition, de l'exercice clos le 31 Décembre 2008, dont le total est de 106.778.000 €, et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 22.225.000 € et dégageant une perte de 27.204.000 €.

L'exercice a une durée de douze mois recouvrant la période du 1^{er} Janvier au 31 Décembre.

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1 – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Le chiffre d'Affaires, d'un montant de 3.8 M€, est en légère progression sur celui de l'exercice précédent, qui s'élevait à 3.1 M€.

Le résultat net affiche une perte de -27.2 M€, contre un bénéfice de 7.5 M€ l'année précédente.

Cette perte provient essentiellement du résultat financier qui s'élève à – 18.6 M€ à comparer au +11.5 M€ en 2007. Elle est constituée principalement des conséquences de l'affaire STIPS TI pour -25 M€.

2 – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2008 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices et en présumant la continuité de l'exploitation.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

3 – NOTES SUR LE BILAN

Sauf indication particulière, les montants ci-après, sont exprimés en milliers d'Euros.

3.1 – Etat de l'actif immobilisé

DESIGNATION	Immob. incorp.	Immob. corporelles	Immob. financières	TOTAL
Valeur brute début	0	8.388	91.754	100.142
Acquisitions, apports, créations		85	41.538	41.623
Cessions et mises hors service		-53	-29.157	-29.210
Valeur brute fin.....	0	8.420	104.135	112.555

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat majoré des frais accessoires nécessaires à la mise en état d'utilisation de l'immobilisation).

3.2 – Etat des amortissements

DESIGNATION	Immob. incorporelles	Immob. corporelles	TOTAL
Amort. cumulés début exercice.....	0	4.293	4.293
Reprise s/cession et mises hors service		-53	-53
Dotation p/dépréciation linéaire.....		33	33
Amort. cumulé fin exercice.....	0	4.273	4.273

TAUX USUELS D'AMORTISSEMENT PRATIQUES		
Logiciels	LINEAIRE	12 mois
Constructions		
- Constructions en dur, merlons.....	LINEAIRE	30 ans
- Constructions légères, clôtures, pistes.....	LINEAIRE	15 ans
Matériel et outillage	DEGRESSIF	8 ans
Installations générales et agencements...	LINEAIRE	10 ans
Matériel de transport		
- Véhicules	LINEAIRE	5 ans
- Autres.....	DEGRESSIF	5 ans
Matériel de bureau	DEGRESSIF	3 ans
Mobilier de bureau	LINEAIRE	10 ans

3.3 – Participations

	Valeur début d'exercice	Acquisitions Augmentat.	Cessions Diminut.	Reclassement	Valeur fin d'exercice
Titres non cotés.....	41.548	10.977			52.525
Autres titres.....	64				64
TOTAL	41.612	10.977	0	0	52.589

Les acquisitions se décomposent comme suit :

- Actions EXCHEM Plc	12
- Actions KINSITE	700
- Augmentation capital DEMOKRITE	10.000
- Souscription capital PROMETHEE	40
- Souscription capital MINEXPLO	225

3.4 – Créances rattachées à des participations

Leur valeur brute se décompose ainsi :

- GALILEO EXPLOSIVOS	1.145
- SEI.....	3.102
- DEMOKRITE	13.181
- DYNAMICHAINES.....	250
- DGO M3.....	480
- DEXPLO GMBH.....	7.555
- DEPOTS D'EXPLOSIFS.....	24.484
- GENISSIAT.....	657
- EXCHEM.....	6
	<u>50.860</u>

3.5 – Filiales et participations (voir tableau joint)

3.6 – Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	51.547	46.363	5.184
Créances rattachées à des participations	50.861	45.766	5.095
Prêts.....	686	597	89
ACTIF CIRCULANT	22.028	22.028	
Créances clients et comptes rattachés.....	2.630	2.630	
Créance née du report en arrière de déficit.....	1.906	1.906	
Créances liées à l'intégration fiscale	469	469	
Créances fiscales TVA	1.009	1.009	
Avances en trésorerie EPC Minetek Europe.....	6.907	6.907	
Avances en trésorerie S.M.A.....	4.423	4.423	
Avances en trésorerie Genissiat.....	1.086	1.086	
Avances en trésorerie Demokrite.....	804	804	
Avances en trésorerie Les Dépôts d'Explosifs.....	705	705	
Dividendes AREX à recevoir	1.351	1.351	
Créances royalties Exchem	517	517	
Autres créances	117	117	
Charges constatées d'avance	104	104	
TOTAL GENERAL	73.575	68.391	5.184

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus
Emprunts et dettes financières diverses.....	29.404	29.404
Dettes fournisseurs et comptes rattachés....	1.094	1.094
Dettes fiscales et sociales.....	430	430
Autres dettes	9	9
TOTAL GENERAL	30.937	30.937

3.7 – Valeurs mobilières de placement

Outre les 16.102 actions E.P.C. rachetées en bourse pour une valeur de 2.478 k€ selon les dispositions de la loi du 24 Juillet 1966, ce poste comprend les valeurs mobilières de placement valorisées au coût historique d'acquisition.

La moyenne des cours de Décembre 2008 de l'action E.P.C. étant inférieure au cours moyen d'acquisition, une provision a été constituée à hauteur de 214 K€.

La méthode FIFO est retenue lors des ventes.

Nature des valeurs mobilières de placement	Quantité	Cours d'achat	Cours au 31.12.2008
--	----------	---------------	---------------------

SICAV monétaires diverses.....	408	12.546	12.548
--------------------------------	-----	--------	--------

3.8 – Capitaux propres

Le capital est composé de 168.400 actions de 31 €. Il existe 29.473 parts de fondateurs sans valeur nominale offrant un droit dans les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation.

3.8a – Ecart de réévaluation

Il s'agit de la réserve de réévaluation (1976), non incorporée au capital.

3.8b – Réserves statutaires ou contractuelles

Il s'agit du Fonds Précipitaire des parts qui bénéficiera exclusivement à ces dernières en cas de liquidation de la Société. Son montant s'élève à 1.740 soit 25/75^{ème} du capital social.

3.8c – Autres réserves

Il s'agit du Fonds de prévoyance qui a supporté l'impôt.

3.9 – Etat des provisions

	31.12.07	Dotation	Reprise	31.12.08
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Amortissements dérogatoires	1			1
Provision spéciale de réévaluation.....				
Plus values réinvesties	36			36
TOTAL	37		-	37
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
TITRES DE PARTICIPATION				
Démokrite	0	19.999		19.999
Les Dépôts d'Explosifs	544	1.023		1.567
GALILEO EXPLOSIVOS.....	62			62
DYNAMICHAINES.....	177		-177	0
DEXPLO.....	100			100
SMA	40			40
GENISSIAT PARTICIPATIONS.....	72			72
EPC MINETEK EUROPE.....		40		40
Sous-Total.....	995	21.062	-177	21.880
CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS ①				
Créance GALILEO EXPLOSIVOS.....	1.145			1.145
Créance NITROCHIMIE.....	3.867		-3.867	0
Créance DEXPLO.....	310	1.975		2.285
DEMOKRITE.....		6.364		6.364
DEPOTS D'EXPLOSIFS.....		1.700		1.700
GENISSIAT.....		380		380
Sous-Total.....	5.322	10.419	-3.867	11.874
PRETS				
Créance D.F.C.....	457			457
Sous-Total.....	457			457
TOTAL	6.774	31.481	-4.044	34.211

PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIF CIRCULANT				
Dépréciation comptes clients.....	0			0
Dépréciation de l'avance S.M.A.	581	2.590		3.171
Dépréciation de l'avance EPC MINETEK EUROPE.....		960		960
TOTAL	581	3.550		4.131
TOTAL GENERAL	<u>7.392</u>	<u>35.031</u>	<u>-4.044</u>	<u>38.379</u>
MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
EXPLOITATION				
FINANCIER		35.031	- 4.044	
EXCEPTIONNEL				
		<u>35.031</u>	<u>-4.044</u>	

① Dépréciation des créances rattachées - Des provisions ont été constituées à concurrence :

- * de la totalité de la créance GALILEO EXPLOSIVOS, dont la récupération semble compromise (Provision déduite fiscalement).
- * des créances sur les autres filiales à hauteur de leur situation nette négative.

Méthodes d'évaluation des provisions

- **Provisions réglementées**
Les dotations et reprises ont été pratiquées en application de la législation fiscale en vigueur.
- **Provisions pour risques et charges**
Leur montant tient compte des événements connus et identifiables permettant une estimation précise des risques et charges.
- **Provisions pour dépréciations des immobilisations financières**
 - Dépréciation des titres :
Les titres de participations figurent au bilan pour leur coût historique d'acquisition hors frais d'acquisition.
Une provision est constatée :
 - si la situation nette de la filiale est négative, à hauteur de 100 % de la valeur des titres ou,
 - si la valeur des titres est inférieure à la valeur d'utilité, définie comme la somme des flux actualisés de trésorerie futurs générés par la filiale minorée des dettes financières, à hauteur de la différence entre ladite valeur ou de la quote-part de situation nette si celle-ci est plus élevée, et la valeur des titres.
- **Provisions pour dépréciation**
Clients : La provision est calculée sur chaque créance hors taxes dont l'ancienneté est supérieure à 12 mois et en fonction de la situation de chaque débiteur, en respect du principe de prudence.

3.10 – Charges et produits figurant au bilan en « comptes de régularisation »

Charges constatées d'avance :

Nature	Montant	Exercice de rattachement
Intérêts sur emprunt	62	2009
Honoraires	33	2009
Location immobilières	3	2009
Commissions bancaires	2	2009
Abonnements	2	2009
Assurances	2	2009

3.11 – Tableau des produits à recevoir et des charges à payer

ACTIF

Nature du produit	Poste concerné	Montant
Intérêts courus	Créances rattachées à des participations .	1.525
Intérêts courus.....	Prêts	140
Factures à établir	Clients et comptes rattachés	82
Produits à recevoir.....	Autres créances.....	1.867
TVA sur factures non parvenues ...	Autres créances.....	105

PASSIF

Nature de la charge	Poste concerné	Montant
Factures à recevoir	Dettes fournisseurs et comptes rattachés .	797
Dettes sociales.....	Dettes fiscales et sociales	313
Etat	Dettes fiscales et sociales	58
TVA sur factures à établir.....	Dettes fiscales et sociales	9
Divers.....	Autres dettes	8
Intérêts courus.....	Emprunts et dettes financières diverses ..	424

4 - NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 – Ventilation du Chiffre d’Affaires

	France	Export
Produits fabriqués		
Négoce		2.025
Autres produits	1.795	28
	1.795	2.053

4.2 – Résultat exceptionnel

NATURE	MONTANT
Plus-value sur cession de titres	
Produits exceptionnels divers	1
Charges exceptionnelles diverses	-50
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-49

4.3 – Ventilation de l’Impôt sur les Sociétés

	Résultat avant impôt	Impôt Sociétés	Résultat après impôt
Résultat courant	-28.120	-	-28.120
Résultat exceptionnel	-49	-	-49
Résultat.....	-28.169	-	-28.169

4.4 – Accroissements et allègements de la dette future d’impôts

	Début exercice	Variation	Fin Exercice
1) <u>Décalages certains ou éventuels</u>			
a. Provisions réglementées			
. Amortissements dérogatoires		1	1
b. Charges non déductibles temporairement			
<u>A déduire l’année suivante :</u>			
. Organic	5	+1	6
. Frais d’acquisition des titres Skan AB	30		30
<u>A déduire ultérieurement :</u>			
. Frais d’acquisition des titres Skan AB	77	-30	47
2) <u>Éléments à imputer</u>			
Créance résultant du « Carry Back ».....	1.906		1.906
Déficit reportable.....	6.735	+22.056	28.791
Réduction d’impôt mécénat d’entreprise.....	27	-27	0
3) <u>Éléments de taxations éventuelles</u>			
Plus-values réinvesties (art. 40).....	36		36

4.5 – Intégration fiscale

Notre Société a constitué un groupe fiscal à compter du 1^{er} Janvier 2006.

Cette intégration a fait l'objet d'une convention d'intégration fiscale signée le 12 Septembre 2006 entre les filiales et notre Société.

Les sociétés DEMOSTEN, DIOGEN, EPC MINETECH, EPC MINETEK EUROPE, GENISSIAT PARTICIPATIONS, S.M.A., S.A.M.S. et S.T.I.D. ont intégré le groupe fiscal au 1^{er} janvier 2008.

La société STIPS TI est sortie du groupe fiscal sur l'exercice.

Au titre de l'exercice 2008 les membres du groupe fiscal sont donc outre notre Société : 2B RECYCLAGE, DEMOKRITE, OCCAMAT, OCCAMIANTE, PRODEMO, LES DEPOTS D'EXPLOSIFS, DEMOSTEN, DIOGEN, EPC MINETECH, EPC MINETEK EUROPE, GENISSIAT PARTICIPATIONS, S.M.A., S.A.M.S. et S.T.I.D..

Modalités de répartition de l'impôt dû sur le résultat d'ensemble :

- Le principe de répartition retenu est celui dit de « neutralité » : la charge d'impôt supportée par chacune des filiales ne pourra être supérieure à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.
- E.P.C. est titulaire, à l'égard des filiales bénéficiaires, d'une créance égale à la charge d'impôt constatée sur l'exercice par lesdites filiales.
- Les filiales déficitaires ne constatent aucune charge d'impôt, E.P.C. constatant l'économie d'impôt à son niveau. Elles ne sont titulaires d'aucune créance sur E.P.C.
- E.P.C. considère comme un gain immédiat l'économie d'impôt réalisée par le Groupe au titre des déficits des filiales remontés, et constate en produit l'économie de trésorerie réalisée au moyen du transfert des déficits fiscaux émanant des filiales du Groupe.

Les économies qui ne sont pas liées directement au déficit (en particulier économie résultant des correctifs ainsi que des crédits d'impôt des sociétés déficitaires) sont constatées, en produit ou en charge, par E.P.C., au fur et à mesure de leur réalisation.

Impact de l'intégration fiscale sur la charge d'impôt de l'exercice :

Impôt comptabilisé	Impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration	Différence
- 965	0	965

5 – TABLEAUX COMPLEMENTAIRES

5.1 – Effectif moyen

Catégories de personnel	Personnel salarié
Cadres	3
TOTAL	3

Ces éléments n'ont pas de signification particulière pour E.P.C., la quasi-totalité du personnel administratif du siège étant salariée de la Société ADEX qui apporte son concours aux sociétés du Groupe.

Régimes de retraite complémentaires

Le Président et le Directeur Général Délégué bénéficient d'un complément de retraite par capitalisation à cotisations définies (Article 83) et d'un régime de retraite à prestations définies (Article 39).

Ces régimes de retraite complémentaires ont été mis en place en 2006.

5.2 – Eléments concernant les entreprises liées et les participations

	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lien de participation
Participations.....	52.580	8
Créances rattachées à des participations.....	50.860	-
Prêts	-	-
Avances acomptes versés sur commandes	-	-
Créances clients et comptes rattachés.....	2.580	43
Autres créances	16.273	-
Emprunts et dettes financières diverses.....	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours....	166	552
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	-
Dettes s/immob. et comptes rattachés.....	34	-
Autres dettes	-	-
Dettes sociales.....	13.478	28
Produits financiers	34	-
Charges financières	4.045	-
Reprises provisions sur participations	35.031	-
Dotations provisions sur participations		

Entreprises liées :

Ce sont celles comprises dans le périmètre de consolidation de E.P.C. (voir annexe des comptes consolidés) ainsi que les sociétés suivantes :

- Société Camerounaise d'Explosifs, Nitrates et Engrais, Société Sénégalaise d'Explosifs, Siciex, Société Congolaise d'Explosifs, Société Gabonaise d'Explosifs et EPC Minetech.

Les entreprises avec lien de participation :

- Davey-Bickford, Nitro-Bickford, Adex et Adex TP.

5.3 – Propositions sur l'affectation du résultat (en Euros)

DESIGNATION	ORIGINE	AFFECTATION
Report à nouveau antérieur	597.945,91	
Résultat de l'exercice.....	-27.203.851,12	
TOTAL	-26.605.905,21	
<u>Dividendes :</u>		
- Actions		
- Parts		
<u>Affectations aux réserves :</u>		
Autres réserves		-26.000.000,00
<u>Report à nouveau :</u>		-605.905,21
TOTAL		<u>-26.605.905,21</u>

5.4 – Engagements financiers

5.4.1 – Engagements donnés

Avals et caution 0

Clause de garantie de passif donnée à :

La Société ICO cessionnaire des actions D.F.C., dans la limite de 1.219

Garantie donnée à :

La Société Générale pour les découverts bancaires et cautions accordés à notre filiale allemande Dexplo GmbH à hauteur de
3.500

5.4.2 – Engagements reçus

- Caution en garantie du remboursement du compte courant D.F.C. par la Société ICO pour..... 457

5.5 – Rémunérations des organes d'administration et de direction (en Euros) :

Exercice 2008 : 561.629

Exercice 2007 : 524.426

5.6 – Inventaire des titres de participation détenus en portefeuille au 31 Décembre 2008 (en Euros)

(Montants nets : brut – provision)

19.970	Actions Les Dépôts D'explosifs.....	0
3.973	Actions Kinsite.....	839.285,19
199.990	Actions Démokrite	0
400	Actions SMA	0
720	Actions Genissiat Participations	0
10.000	Actions EPC Minetech	1.000.000,00
400	Actions EPC Minetek Europe	0
400	Actions Prométhée Conseil	40.000,00
	Titres de placement et de participation dont la valeur d'inventaire est inférieure à 15.245 €. par catégorie de titres ou par participation	7.804,90
	Titres de participation dans les Sociétés Immobilières	56.383,36
1.600.264	Actions Exchem Plc Ordinaires 50 P.....	5.223.349,19
602.392	Actions Exchem Plc Deferred 10 P.....	462.188,36
2.041	Titres SkanExplo AB	11.514.675,00
1.000.231	Actions S.E.I.	3.462.049,20
99	Parts EPCapRé	2.970.000,00
752	Actions Marodyn	1.714.852,71
116.842	Parts SCAM	1.495.998,96
	Titres de participation dans diverses sociétés étrangères	1.922.350,72
		<u>30.708.937,59</u>

(pour mémoire actions propres : 16.102 actions, valeur nette 2.263.711,17)

5.7 - La Société E.P.C. est consolidée par intégration globale dans les compte du Groupe E.P.C.



COMPTES CONSOLIDES 2008
du GROUPE EPC

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE 2008	4
BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2008	5
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ POUR L'EXERCICE 2008.....	6
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE 2008..	8
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2008.....	9
1. Présentation générale.....	9
2. Faits marquants de l'exercice 2008.....	9
2.1 Fusion des sociétés Dexplo Sprengtechnik et Stahlhacke.....	9
2.2 Augmentation du capital de Demokrite	9
2.3 Sortie d'Exchem de Plus Market.....	9
2.4 Prise de participation majoritaire dans le capital de Kinsite	9
2.5 Augmentation du capital de Demosten et opération d'apport ou de cession de titres	9
2.6 Procédure collective de STIPS TI.....	10
2.7 Fusion Explominex et Exploerg en Pologne	10
2.8 Code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF	10
2.9 Constitution de comités spécialisés.....	10
2.10 DG Construction	10
2.11 Crise économique mondiale	11
3. Principes comptables.....	11
3.1 Principes généraux et normes comptables	11
3.2 Méthodes de consolidation	12
3.3 Règles et méthodes d'évaluation.....	15
4. Information sectorielle.....	21
4.1 Produit des activités ordinaires	21
4.2 Segmentation primaire – secteurs géographiques.....	22
4.3 Segmentation secondaire – secteurs d'activité	25
5. Frais de recherche.....	26
6. Autres achats et charges externes	28
7. Charges de personnel.....	28
8. Autres produits et charges d'exploitation.....	29
9. Contrats de location	30
9.1 Contrats de location financement – Preneur.....	30
9.2 Contrats de location simple - Preneurs.....	30
9.3 Contrats de location simple - Bailleurs.....	30
10. Contrats à long terme	30
11. Information relative aux parties liées.....	31
11.1 Contrôle.....	31
11.2 Relation avec les filiales	31
11.3 Rémunération nette du personnel dirigeant-clé.....	31
Il n'est pas prévu d'indemnité conventionnelle au titre du départ du Président ou du Directeur Général ou plus généralement d'un mandataire social et ce, quelle que soit la cause de ce départ.	31
11.4 Transactions avec des parties liées	31
12. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers	32
13. Impôts sur le résultat.....	32

14.	Résultat par action.....	34
14.1	Résultat par action de l'activité globale.....	34
14.2	Résultat par action des activités poursuivies	34
14.3	Résultat par action des activités abandonnées	35
15.	Écarts d'acquisition	35
16.	Immobilisations incorporelles.....	37
17.	Immobilisations corporelles.....	39
18.	Participation dans les entreprises associées	42
19.	Participation dans les co-entreprises	42
20.	Autres actifs financiers non courants	43
21.	Instruments de couverture	43
22.	Stocks	43
22.1	Variation des stocks d'en-cours et produits finis	43
22.2	Stocks et en cours	44
23.	Clients et autres débiteurs	44
24.	Trésorerie et équivalents de trésorerie	45
25.	Capital	45
26.	Dettes financières.....	46
27.	Impôts différés au bilan.....	47
28.	Provisions pour avantages aux salariés	48
28.1	Indemnités de fin de carrière	48
28.2	Engagements de retraite	49
29.	Autres provisions	50
30.	Fournisseurs et autres créditeurs	51
31.	Subventions publiques.....	51
32.	Dividendes par action	52
33.	Besoin en Fonds de Roulement.....	52
34.	Incidence des variations de périmètre	53
35.	Engagements hors bilan (garanties données)	53
36.	Abandons d'activités	53
36.1	Arrêt des activités portugaises	54
36.2	Liquidation judiciaire de STIPS TI et ses filiales.....	54
37.	Sociétés du Groupe.....	58
38.	Honoraires	60
39.	Événements post clôture.....	60
39.1	Direction générale du Groupe EPC	60
39.2	Projet Sydvaranger.....	60
39.3	Projet Arabie Saoudite.....	60
39.4	Nitrokemfor Services.....	61
39.5	Reclassement de titres de participation de Nitrochimie	61
39.6	Projet de désinvestissement non stratégique	61
39.7	Liquidation judiciaire de la société Roosevelt-Dumas	61

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE 2008

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma (1)	Exercice 2007
<i>Activités poursuivies</i>				
Produit des activités ordinaires	4.1	297 100	288 741	346 383
Autres produits		1 801	1 982	1 986
Achats consommés		(121 433)	(107 423)	(129 406)
Autres achats et charges externes	6	(85 021)	(89 672)	(115 423)
Variation des stocks d'encours et de produits finis	22.1	423	1 249	2 089
Charges de personnel	7	(65 033)	(64 633)	(74 959)
Amortissements et dépréciations des immobilisations		(16 732)	(11 660)	(13 057)
Dotations et reprises de provisions		(3 387)	644	306
Autres produits et charges d'exploitation	8	(3 469)	(4 070)	(4 303)
Résultat opérationnel courant		4 249	15 158	13 616
Autres produits et charges opérationnels		-	-	-
Résultat opérationnel		4 249	15 158	13 616
Coût de l'endettement financier net	12	(3 663)	(2 495)	(2 850)
Autres produits et charges financiers	12	(1 923)	(14)	(78)
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	18	2 717	2 834	2 834
Résultat avant impôt		1 380	15 483	13 522
Impôt sur les résultats	13	(3 445)	(3 258)	(3 288)
Résultat net de l'ensemble consolidé – activités poursuivies		(2 065)	12 225	10 234
Résultat net des activités abandonnées	36	(24 976)	(2 393)	(402)
Résultat net de l'ensemble consolidé – total		(27 041)	9 832	9 832
Résultat net – part du groupe		(26 028)	9 447	9 447
Résultat net – part des minoritaires		(1 013)	385	385
Résultat par action de l'activité globale – part du groupe				
Résultat par action	14	(115,92)	42,07	42,07
Résultat par part de fondateur	14	(220,78)	80,13	80,13
Résultat dilué par action	14	(115,92)	42,07	42,07
Résultat dilué par part de fondateur	14	(220,78)	80,13	80,13

(1) la contribution de STIPS TI et ses filiales est reclassée en activités abandonnées

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2008

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma (1)	Exercice 2007
ACTIF				
Ecarts d'acquisition	15	19 107	18 229	18 229
Immobilisations incorporelles	16	835	729	1 042
Immobilisations corporelles	17	87 769	81 896	88 480
Participations dans les entreprises associées	18	4 403	4 324	4 324
Autres actifs financiers non courants	20	3 247	3 437	3 672
Actifs d'impôts différés	27	7 457	7 678	7 678
Autres actifs long terme		537	1 385	1 385
Total actifs non courants		123 355	117 678	124 810
Stocks	22.2	30 670	29 657	33 035
Clients et autres débiteurs	23	108 072	108 951	142 520
Créances fiscales		183	672	672
Autres actifs courants		3 286	4 186	4 803
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24	39 930	35 715	36 383
Total actifs courants		182 141	179 181	217 413
Groupes d'actifs destinés à être abandonnés	36	-	45 364	-
TOTAL ACTIF		305 496	342 223	342 223
PASSIF				
Capital	25	5 220	5 220	5 220
Réserves		120 859	120 153	120 153
Résultat net de l'exercice – part du groupe		(26 028)	9 447	9 447
Capitaux propres part du groupe		100 051	134 821	134 821
Intérêts minoritaires		1 791	1 809	1 809
Capitaux propres		101 842	136 630	136 630
Dettes financières non courantes	26	15 703	12 160	14 610
Passifs d'impôts différés	27	1 267	1 589	1 612
Provisions pour avantages aux salariés	28	12 292	8 016	8 133
Autres provisions non courantes	29	31 197	23 695	23 740
Autres passifs long terme		1 695	2 380	2 380
Total passifs non courants		62 154	47 840	50 475
Fournisseurs et autres créditeurs	30	77 052	75 663	104 043
Dettes d'impôt		284	1 100	1 100
Dettes financières courantes	26	60 528	35 132	45 016
Autres provisions courantes	29	2 367	2 708	2 708
Autres passifs courants		1 269	1 747	2 251
Total passifs courants		141 500	116 350	155 118
Total dettes		203 654	164 190	205 593
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être abandonnés	36	-	41 403	-
TOTAL PASSIF		305 496	342 223	342 223

(1) la contribution de STIPS TI et ses filiales est reclassée en activités abandonnées

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ POUR L'EXERCICE 2008

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2008	Exercice 2007
Résultat net consolidé		(27 041)	9 832
Elim. du résultat des mises en équivalence		(2 717)	(2 834)
Elim. des amortissements et provisions		36 250	14 784
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		(23 967)	3 700
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		316	-
Elim. des produits de dividendes		-	(114)
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		(17 159)	25 560
Elim. de la charge (produit) d'impôt	13	3 445	3 288
Elim. du coût de l'endettement financier net	12	3 663	2 850
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		(10 051)	31 698
Incidence de la variation du BFR	33	9 706	(18 502)
Impôts payés		(3 051)	(2 301)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(3 396)	10 895
Incidence des variations de périmètre	34	13 033	(1 898)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	16/17	(22 369)	(22 730)
Acquisition d'actifs financiers		(44)	(1 567)
Variation des prêts et avances consentis		(382)	(417)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		3 359	2 619
Cession d'actifs financiers		(27)	600
Dividendes reçus		2 588	2 182
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(3 842)	(21 211)
Augmentation de capital		216	(19)
Emission d'emprunts		37 261	14 484
Remboursement d'emprunts		(15 538)	(10 613)
Intérêts financiers nets versés		(3 770)	(2 866)
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		(1 406)	(1 149)
Dividendes payés aux minoritaires		771	(118)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		17 534	(281)
Incidences de la variation des taux de change		(783)	(540)
Incidence des changements de principes comptables		-	-
Variation de la trésorerie		9 512	(11 137)
Trésorerie d'ouverture	24	21 150	32 287
Trésorerie de clôture	24	30 662	21 150

Les impacts dans le tableau de flux de trésorerie liés aux activités abandonnées sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2008	Exercice 2007
Résultat net consolidé	36.2	(24 976)	(402)
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		(17 227)	(211)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(8 613)	(61)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		11 074	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		5 466	-
Variation de la trésorerie		7 927	(61)
Trésorerie d'ouverture		(7 903)	199
Trésorerie de clôture		24	138

Le détail des impacts relatifs à STIPS TI et ses filiales est présenté en note 36.2

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES POUR L'EXERCICE 2008

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Réserves de la société mère	Actions propres	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Total Réserves (hors capital)	Résultat net de l'exercice – part du groupe	Total capitaux propres – part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Total au 1^{er} janvier 2007	5 220	89 160	(2 478)	27 897	734	115 313	7 129	127 662	1 532	129 194
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	-	9 447	9 447	385	9 832
Dividendes versés	-	(1 149)	-	-	-	(1 149)	-	(1 149)	(16)	(1 165)
Affectation du résultat	-	3 319	-	3 810	-	7 129	(7 129)	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	(212)	-	(212)	-	(212)	88	(124)
Ecart de conversion	-	-	-	-	(1 532)	(1 532)	-	(1 532)	(216)	(1 748)
Autres variations	-	-	-	605	-	605	-	605	36	641
Total au 31 décembre 2007	5 220	91 330	(2 478)	32 100	(798)	120 154	9 447	134 821	1 809	136 630
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	-	(26 028)	(26 028)	(1 013)	(27 041)
Dividendes versés	-	(1 406)	-	-	-	(1 406)	-	(1 406)	771	(635)
Affectation du résultat	-	7 524	-	1 923	-	9 447	(9 447)	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	592	592
Ecart de conversion	-	-	-	-	(2 352)	(2 352)	-	(2 352)	(211)	(2 563)
Autres variations (1)	-	-	-	(5 126)	142	(4 984)	-	(4 984)	(157)	(5 141)
Total au 31 décembre 2008	5 220	97 448	(2 478)	28 897	(3 008)	120 859	(26 028)	100 051	1 791	101 842

(1) les autres variations sur les capitaux propres sont principalement justifiées par les impacts actuariels sur les engagements relatifs aux provisions pour avantage aux salariés.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DE L'EXERCICE 2008

1. Présentation générale

Le groupe EPC est un groupe international. EPC SA est une société anonyme cotée à la bourse de Paris (ISIN FR000037343) immatriculée en France. EPC pratique principalement trois activités :

- La fabrication d'explosifs à usage civil et leur mise en œuvre (forage minage),
- La démolition,
- Autres activités diversifiées (produits chimiques et défense).

La société mère, Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, est une société anonyme française dont le siège social est situé au 61, rue de Galilée, 75008 Paris.

Les comptes consolidés du Groupe EPC ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 29 avril 2009 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 24 juin 2009.

Les principes comptables utilisés pour l'élaboration des états financiers consolidés du groupe EPC sont énoncés ci-après. Ils ont été uniformément appliqués pour toutes les années présentées.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

2. Faits marquants de l'exercice 2008

2.1 Fusion des sociétés Dexplo Sprengtechnik et Stahlhacke

Les sociétés Dexplo Sprengtechnik et Stahlhacke ont fusionné à effet rétroactif au 1er janvier 2008.

2.2 Augmentation du capital de Demokrite

En mars 2008, le capital de Demokrite a été porté à 20 M€.

2.3 Sortie d'Exchem de Plus Market

Le 24 juin 2008, Exchem s'est retiré de la cotation de «Plus Market ».

2.4 Prise de participation majoritaire dans le capital de Kinsite

Le 25 juin 2008, le groupe a augmenté sa participation dans le capital de la société Kinsite en passant de 33% à 66%.

2.5 Augmentation du capital de Demosten et opération d'apport ou de cession de titres

En date du 27 juin 2008, dans le cadre de l'opération envisagée avec DG Construction, les titres 2B Recyclage, ATD, Occamat, Occamiente, Prodemo, STID et STIPS TI ont été apportés ou cédés par la société Démokrite à Demosten.

2.6 Procédure collective de STIPS TI

Comme déjà communiqué précédemment, à la suite de la découverte d'anomalies comptables et juridiques au sein d'une sous-filiale de l'activité Démolition, STIPS TI, et des audits qui en ont découlé, les Présidents de STIPS TI et de deux filiales détenues à 100% par STIPS TI, Hydrau Meca Services et U2C, ont décidé de placer les trois sociétés sous la protection de la justice, en sollicitant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en vue d'un plan de cession.

Le 25 septembre 2008, le Tribunal de Commerce de Thionville a décidé l'ouverture de trois procédures distinctes de redressement judiciaire.

Le 15 octobre 2008, malgré une offre de reprise, le Tribunal de Commerce de Thionville a converti ces procédures en liquidation judiciaire.

Le 18 décembre 2008, le Tribunal de Commerce d'Aix-en-Provence a prononcé la liquidation judiciaire de Dclic, filiale détenue à 100% par STIPS TI. Dclic était une société de services, récemment créée, dont l'activité principale consistait à mener des projets de reclassement de friches industrielles.

A ce jour, la procédure collective n'a pas affecté significativement le financement et les résultats des autres activités.

Les opérations de liquidation suivent régulièrement leurs cours : réalisation des actifs, départ du personnel, procédure de recouvrement.

2.7 Fusion Explominex et Exploerg en Pologne

Au dernier trimestre 2008, les sociétés Explominex et Exploerg en Pologne ont fusionné.

2.8 Code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF

Dans sa séance du 22 décembre 2008, le Conseil d'Administration d'EPC a décidé de se référer au code de gouvernement d'entreprise adopté par l'AFEP-MEDEF, complété en dernier lieu par les recommandations sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux d'octobre 2008.

2.9 Constitution de comités spécialisés

Dans sa séance du 22 décembre 2008, le Conseil d'Administration d'EPC a décidé d'instituer un comité d'audit et des rémunérations, et d'un comité stratégique.

2.10 DG Construction

L'ouverture de la procédure collective de STIPS TI, ayant imposé l'interruption, fin septembre 2008, du processus de rapprochement avec DG Construction, EPC a étudié avec eux la possibilité de réaliser ce rapprochement sur de nouvelles bases. Ces discussions n'ont pas abouti.

Le 30 décembre 2008, DG Construction, Financière Constructeam, qui détient 50% du capital de cette dernière, et certains dirigeants ont mis en demeure et assigné EPC devant le Tribunal de commerce de Paris en demandant pour réparation de leurs hypothétiques préjudices un montant de 8,725 millions d'euros toutes causes confondues.

EPC montrera devant le Tribunal que ces procédures sont abusives, en tous cas sans fondement, et que la réalisation du rapprochement annoncé en juillet dernier est devenue impossible du fait de circonstances constitutives d'un cas de force majeure, qui excluent toute inexécution fautive de ses engagements et donc toute obligation de réparer un quelconque préjudice.

2.11 Crise économique mondiale

L'année 2008 a été marquée par une crise économique mondiale. EPC a été affecté par certains mouvements sur des devises : Livre sterling, Couronne suédoise, Couronne norvégienne, Leu roumain et Couronne tchèque. Les variations de prix sur les matières premières ont également pénalisé le Groupe.

L'ampleur et la durée de cette crise au-delà du 31 décembre 2008 sont difficiles à estimer. La lecture sur l'exercice 2009 des conséquences pour le Groupe de la crise est contrastée. Certains pays en Europe de l'Est et Afrique de l'Ouest subissent des retraits d'activité. En Mars 2009, le Groupe n'anticipe pas de recul majeur dans ses métiers principaux.

3. Principes comptables

3.1 Principes généraux et normes comptables

3.1.1 Principe général

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil européen adopté le 3 novembre 2008, le Groupe EPC établit ses comptes consolidés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union européenne à la date de préparation des états financiers.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS, les IAS (International Accounting Standards), et leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

3.1.2 Les normes mises à jour applicables en 2008

Le groupe n'a pas utilisé, puisque non applicables, les options proposées par les amendements à IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et à IFRS 7 « Instruments financiers : information à fournir », publiés par l'IASB le 13 octobre 2008 et applicables à compter du 1er juillet 2008, de reclasser certains instruments financiers hors des catégories juste valeur en contrepartie du résultat ou disponibles à la vente.

3.1.3 Les normes, mises à jour et interprétations qui ne sont pas encore applicables et qui n'ont pas été appliquées de manière anticipée par le Groupe.

Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été publiés mais ne sont pas applicables en 2008 et n'ont pas été adoptés par anticipation:

- IAS 1 R, Présentation des états financiers, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 17 décembre 2008.
- Amendement IFRS 2 – Conditions d'acquisition des droits et annulations, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 16 décembre 2008.
- Amendements IAS 32* – Instruments financiers remboursables au gré du porteur, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009.
- IAS 23 R, Coûts d'emprunt, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 10 décembre 2008.
- IFRS 3 R* et IAS 27* révisées – Regroupements d'entreprises, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009.
- IFRS 8 – Secteurs opérationnels : cette norme exige la publication de l'information sectorielle correspondant aux indicateurs suivis en interne par la direction pour évaluer la performance du groupe. Cette norme est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009. Le Groupe ne s'attend pas à des impacts significatifs suite à l'application de cette norme.

- IFRIC 15*, Accords pour la construction d'un bien immobilier, cette norme est applicable à compter des exercices ouverts le 1er janvier 2009.
- IFRIC 17*, Distribution d'actif non monétaires aux actionnaires, applicables pour les exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009.

Les interprétations suivantes sont applicables à compter du 1er janvier 2008 mais n'ont pas d'impact significatif sur l'information financière présente.

- IFRIC 11, Actions propres et transactions intra-groupe, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er mars 2007.
- IFRIC 12*, Concessions de services, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2008.
- IFRIC 13, Programme de fidélisation clients, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2008. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 16 décembre 2008.
- IFRIC 14, Surfinancement d'un régime : Plafonnement de l'actif et contribution minimale à compter du 1er janvier 2008. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 16 décembre 2008.
- IFRIC 16*, Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger, cette norme entre en vigueur au titre des exercices ouverts à compter du 1er octobre 2008. Une application anticipée est autorisée.

* normes non encore adoptées par l'Union Européenne

3.1.4 Comparabilité des états financiers

Les principes comptables et les règles d'évaluation appliquées au 31 décembre 2008 en normes IFRS sont identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2007.

Il est à préciser que les comptes 2008 et 2007 ont fait l'objet d'un retraitement afin de présenter la contribution de STIPS TI et ses filiales en activités abandonnées, selon la norme IFRS 5.

3.2 Méthodes de consolidation

3.2.1 Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés comprennent ceux de la Société Anonyme d'Explosifs et Produits Chimiques ainsi que ceux de ses filiales, sociétés associées et co-entreprises. Cet ensemble forme le Groupe.

Filiales

Les filiales sont toutes les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle, c'est-à-dire le pouvoir de diriger leurs politiques financière et opérationnelle afin d'obtenir des avantages de leurs activités. Ce contrôle est présumé dans les cas où le Groupe détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de ses filiales, plus de la moitié des droits de vote. Les états financiers des filiales sont consolidés en suivant la méthode de l'intégration globale, et les intérêts minoritaires sont déterminés sur la base du pourcentage d'intérêt.

Les intérêts des actionnaires minoritaires sont présentés au bilan dans une catégorie distincte des capitaux propres, part du Groupe. Le montant de leur quote-part dans le résultat net consolidé est présenté séparément dans le compte de résultat. Les pertes revenant aux minoritaires excédant leurs intérêts dans les capitaux propres de la filiale sont affectés à la participation du Groupe sauf lorsque les minoritaires sont tenus d'apporter une contribution supplémentaire pour couvrir les pertes et qu'ils sont en mesure de le faire.

L'ensemble des soldes et transactions intragroupe, y compris les profits, pertes et dividendes, est éliminé en consolidation.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, c'est-à-dire le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques. L'influence notable est présumée lors de la détention, directe ou indirecte par le biais de filiales, de 20% ou plus des droits de vote. Les états financiers des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Les participations dans des entreprises associées sont présentées sur une ligne distincte du bilan. Les quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence, et le résultat de sortie de ces participations, sont présentés séparément dans le compte de résultat. Les quotes-parts de mouvements des capitaux propres des entreprises associées sont constatées directement en capitaux propres.

Si la quote-part du Groupe dans les pertes de l'entreprise associée excède la valeur nette comptable de sa participation, la valeur de la participation est réduite à zéro, et le Groupe ne continue à comptabiliser sa part dans les pertes de l'entreprise associée que dans la mesure où il est responsable de ces pertes.

Co-entreprises

L'intégration proportionnelle est appliquée aux co-entreprises, c'est-à-dire aux entités dont le contrôle de l'activité économique est partagé entre deux parties ou plus, et où les décisions stratégiques et opérationnelles sont prises à l'unanimité des associés (contrôle conjoint).

	31 décembre 2008			31 décembre 2007		
	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger
Intégration globale	52	24	28	52	25	27
Intégration proportionnelle	4	1	3	4	1	3
Mise en équivalence	2	0	2	3	1	2
Total des sociétés consolidées	58	25	33	59	27	32

3.2.2 Opérations intra-groupe

Les opérations et transactions réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges entre entreprises intégrées sont éliminées dans les comptes consolidés. Cette élimination est réalisée :

- en totalité si l'opération est réalisée entre deux entreprises intégrées globalement,
- à hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise si l'opération est réalisée entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise intégrée proportionnellement,
- à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat interne réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

3.2.3 Conversion en monnaies étrangères

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

La monnaie de fonctionnement des sociétés étrangères correspond à la monnaie locale.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe sont convertis selon la méthode dite « du cours de clôture ».

Leurs éléments de bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice et les éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées. Les écarts d'acquisition relatifs aux sociétés étrangères sont considérés comme faisant partie des actifs et passifs acquis et, à ce titre, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

Opérations en monnaie étrangère

Les opérations en monnaie étrangère sont converties en euro au cours de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture de l'exercice, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro au cours de change de clôture de l'exercice. Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres produits et charges financiers au compte de résultat.

3.2.4 Activités abandonnées (arrêtées, cédées) ou en cours de cession et actifs non courants détenus en vue de la vente

Les éléments du compte de résultat relatifs aux activités abandonnées sont présentés sur une ligne isolée pour toutes les périodes présentées.

Les groupes d'actifs et passifs dont la cession a été décidée au cours de la période sont présentés sur une ligne séparée du bilan, dès lors que la cession doit intervenir dans les 12 mois. Ils sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession.

3.2.5 Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Les sociétés entrent dans le périmètre de consolidation à la date à laquelle leur contrôle est transféré au Groupe, et en sortent à la date à laquelle le Groupe cesse d'exercer un contrôle sur elles.

Les acquisitions de filiales sont constatées selon la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique la comptabilisation des actifs et passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur, en conformité avec les règles prévus par IFRS3 – Regroupement d'entreprises.

Les coûts de restructuration et les autres coûts de l'entreprise acquise consécutifs au regroupement et qui répondent à la date de l'acquisition aux critères de constitution de provisions fixés par la norme IAS 37 sont inclus dans les passifs acquis ; les coûts engagés ultérieurement à la date d'acquisition sont comptabilisés dans le compte de résultat opérationnel de la période au cours de laquelle ils sont encourus ou lorsqu'ils répondent aux critères de la norme IAS 37.

Les passifs éventuels de l'entreprise acquise sont reconnus comme des passifs et sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition ; il s'agit de passifs ne répondant pas aux critères de constitution des provisions fixés par la norme IAS 37.

L'excédent du coût d'acquisition sur les intérêts du Groupe dans la juste valeur des actifs et passifs enregistrés constitue l'écart d'acquisition. Les écarts d'acquisition relatifs aux filiales ou co-entreprises sont enregistrés sur une ligne séparée du bilan (note 15). Les écarts d'acquisition relatifs aux entreprises associées sont compris dans la valeur comptable de la participation et sont pris en considération dans le test de dépréciation relatif à cet actif.

A l'inverse, si la quote-part des actifs et passifs en juste valeur dépasse le coût d'acquisition, cet excédent est immédiatement enregistré en profit.

L'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise peut être ajustée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition ; au-delà de ce délai, le montant de l'écart d'acquisition ne peut être modifié que dans des cas très spécifiques (ajustement du prix, corrections d'erreur).

Les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'amortissements récurrents, mais des pertes de valeur sont constatées si cela s'avère nécessaire sur la base des résultats des tests de perte de valeur.

Pour la réalisation des tests de perte de valeur, les écarts d'acquisition sont affectés à chacune des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles ils se rattachent en fonction de l'organisation mise en place par le Groupe (voir définition d'une UGT en note 3.3.2).

Les UGT auxquelles un écart d'acquisition est affecté font l'objet de test de perte de valeur au moins une fois par an, ou plus fréquemment s'il existe un indice de perte de valeur.

Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à la valeur comptable de ses actifs, la perte de valeur est affectée en priorité à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs non courants de l'UGT (immobilisations corporelles et incorporelles) au prorata de leur valeur comptable.

Une perte de valeur sur un écart d'acquisition a un caractère irréversible et ne peut donc pas être reprise.

3.3 Règles et méthodes d'évaluation

3.3.1 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites
- l'évaluation des impôts différés
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur
- l'évaluation des coûts de démantèlement, décontamination et de remise en état des sites

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

3.3.2 Perte de valeur des actifs

Des tests de perte de valeur sont effectués systématiquement au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, ou plus souvent s'il existe un indice de perte de valeur.

Des tests sont effectués dès qu'il existe un indice de perte de valeur pour les immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie.

Les indices de perte de valeur suivis par le Groupe sont de deux types :

- Externes : matières premières, taux d'intérêts, devises
- Internes : obsolescence ou mauvais état d'un actif, baisse d'activité, départ de personnels clés

Lorsque le montant recouvrable d'une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est inférieur à la valeur nette comptable des actifs rattachés à l'UGT, une perte de valeur est constatée.

La valeur recouvrable est la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie générés par l'UGT, augmentée, le cas échéant, de sa valeur de sortie à la fin de sa durée d'utilité prévue.

Une UGT est définie comme étant le plus petit ensemble d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie de façon indépendante des autres actifs ou ensemble d'actifs du Groupe. Elle inclut les écarts d'acquisition qui lui sont attribuables.

Les UGT du Groupe EPC sont les entités juridiques, à l'exception des UGT suivantes :

- Exchem Explosives
- Exchem Fuel Additives

3.3.3 Reconnaissance du produit des activités ordinaires

Le produit des activités ordinaires est constitué par les ventes et les prestations de services à des tiers, déduction faite des remises et rabais commerciaux ainsi que des taxes sur les ventes, et après élimination des ventes intragroupe.

Ventes de biens

Les ventes de biens sont enregistrées lorsque les principaux risques et avantages sont transférés à l'acheteur, ce qui coïncide généralement avec le transfert de propriété.

Prestations de services

Les produits provenant des prestations de services sont enregistrés une fois que le service est rendu ou sur la base d'un pourcentage d'avancement sur la durée du contrat.

Contrats de construction

Lorsque le résultat d'un contrat de construction peut être estimé de façon fiable, et qu'il est probable que le contrat sera rentable, les produits et les coûts du contrat sont comptabilisés en fonction de l'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture (méthode du pourcentage d'avancement). Le degré d'avancement des travaux est déterminé suivant les méthodes suivantes, en fonction de la nature du contrat :

- (1) le rapport existant entre les coûts encourus pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les coûts totaux estimés du contrat ;
- (2) l'examen des travaux exécutés; ou
- (3) l'achèvement, en termes physiques, d'une partie des travaux du contrat.

Lorsque le résultat d'un contrat de construction ne peut être estimé de façon fiable :

- les produits ne sont comptabilisés que dans la limite des coûts encourus qui seront probablement recouvrables,
- les coûts du contrat sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Dans le cas où les prévisions de fin d'affaire sur les contrats de construction font ressortir un résultat déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée immédiatement en résultat.

3.3.4 Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits d'exploitation comprennent les éléments suivants :

- Production immobilisée
- Subvention d'exploitation
- Quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat de l'exercice
- Produits de cession d'immobilisations et de titres consolidés
- Autres

Les autres charges d'exploitation comprennent les éléments suivants :

- Valeur nette comptable des immobilisations et titres consolidés cédés
- Impôts et taxes
- Autres charges

3.3.5 Charges et produits financiers

Les charges et produits financiers comprennent les éléments suivants :

- Les charges et produits d'intérêt relatifs à l'endettement net consolidé, lequel se compose des emprunts bancaires, des dettes liées aux contrats de location financement et de la trésorerie et équivalents de trésorerie.
- Les autres charges versées aux établissements financiers au titre des opérations de financement
- La composante financière du coût des régimes de retraite (charge d'intérêt et rendement attendu des actifs du régime)
- La désactualisation des provisions pour décontamination, démantèlement et dépollution
- Les dépréciations durables et les résultats de cession des titres disponibles à la vente
- Les dividendes reçus des participations non consolidées (les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi).
- Les profits et pertes de change résultant des opérations de financement, y compris le cas échéant les effets de la comptabilité de couverture.

3.3.6 Contrats de location

Contrats de location simple

Les paiements effectués au titre d'un contrat de location simple sont enregistrés en charge dans le compte de résultat, sur une base linéaire pendant la durée du contrat.

Les revenus locatifs sont comptabilisés en produits de façon linéaire.

Contrats de location financement

Les contrats de location financement pour lesquels le Groupe est preneur sont comptabilisés à l'actif et au passif du bilan pour des montants égaux au plus faible de la juste valeur du bien loué et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location (au taux d'intérêt implicite du contrat). Les paiements sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette.

3.3.7 Immobilisations incorporelles

Frais de développement

Les dépenses relatives à un projet de développement sont capitalisées s'ils répondent aux six critères suivants :

- fiabilité technique,
- intention d'achever l'actif et de l'utiliser ou de le vendre,
- capacité à utiliser ou à vendre l'actif,
- probabilité d'avantages économiques futurs (existence d'un marché ou utilisation en interne),
- disponibilité de ressources financières nécessaires à l'achèvement,
- fiabilité de la mesure des dépenses attribuables à l'immobilisation.

Les frais de développement capitalisés sont ensuite amortis sur la durée probable de vie de l'immobilisation incorporelle à partir de sa mise en service.

Autres immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est comptabilisée :

- s'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entreprise
- si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti, en utilisant la méthode linéaire sur une durée d'utilité comprise entre 12 mois et 3 ans.

3.3.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon le mode le plus représentatif de la dépréciation économique des biens, suivant la méthode des composants, et sur la durée d'utilité estimée des biens.

Les durées d'amortissement retenues par le Groupe sont les suivantes :

Constructions en dur, merlons	Linéaire 30 ans
Constructions légères, clôtures	Linéaire 15 ans
Matériels et installations de fabrication	Linéaire 12 ans
Installations réseaux (eau, vapeur, électricité, surveillance...)	Linéaire 12 ans
Réservoirs et citernes fixes	Linéaire 12 ans

Foreuse, Pelles, Chargeuse	Dégressif 7 ans, coef 2.1, sur 80% de la valeur brute
Châssis Unité Mobile de Fabrication	Dégressif 10 ans coef 3
Body Unité Mobile de Fabrication	Linéaire 10 ans

3.3.9 Provisions pour démantèlement décontamination

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites de production du groupe, les coûts correspondant ont été estimés et activés. Une provision pour frais de remise en état est comptabilisée sur la durée d'exploitation du site en fonction du niveau de production et d'avancement de l'exploitation du site. La provision, évaluée site par site, est estimée à partir de la valeur actuelle des coûts attendus des travaux de réaménagement.

Les coûts de démantèlement décontamination constituent une obligation immédiate, qui se traduit dans les comptes consolidés par une augmentation de valeur des actifs et enregistrement d'une provision correspondante.

3.3.10 Provisions pour dépollution

Lorsque le Groupe estime qu'il a une obligation légale ou implicite liée à un risque environnemental dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources, une provision correspondant aux coûts futurs estimés est comptabilisée sans tenir compte des indemnités d'assurance éventuelles (seules les indemnités d'assurance quasi certaines sont comptabilisées à l'actif du bilan).

Les autres coûts environnementaux sont comptabilisés en charges lors de leur réalisation.

Les coûts de dépollution constituent une obligation progressive qui se traduit dans les comptes consolidés par une provision.

3.3.11 Immeubles de placement

Le Groupe EPC n'est pas propriétaire d'immeubles de placement.

3.3.12 Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers correspondent aux titres de participations non consolidées et aux créances rattachées à ces participations.

Les titres de participations non consolidées représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées en raison de leur caractère peu significatif.

Une perte de valeur est constatée en résultat financier en cas de baisse durable de leur valeur, déterminée sur la base des critères financiers appropriés à la situation de chaque société, tels que la quote part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité.

Les créances rattachées à des participations sont dépréciées lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à leur valeur au bilan.

3.3.13 Instruments financiers dérivés

Afin d'atténuer le risque de volatilité des devises étrangères, le Groupe peut avoir recours à des contrats à terme. Le Groupe applique les principes comptables spécifiques de la comptabilité de couverture dans la mesure où il est démontré que les relations de couverture entre les instruments dérivés et le risque couvert remplissent les conditions requises pour en permettre l'utilisation.

3.3.14 Stocks

Les stocks sont enregistrés au plus faible du coût de revient et de la valeur nette de réalisation. Le coût est calculé selon la méthode FIFO (premier entré premier sorti), ou au coût moyen unitaire pondéré.

Le coût des produits en cours de production et des produits finis détenus en stocks inclut les matières premières, la main d'œuvre directe et une portion adéquate des charges de production variables et fixes, celles-ci étant affectées sur la base des capacités opérationnelles normales.

La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cadre normal de l'activité, diminué des coûts d'achèvement et des frais commerciaux.

3.3.15 Clients et autres débiteurs

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur.

Une dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction.

3.3.16 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les disponibilités bancaires et les valeurs mobilières de placement.

Les équivalents de trésorerie se composent des placements sans risque dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois. Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture. Les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier de la période.

3.3.17 Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

3.3.18 Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice lorsqu'ils sont encourus.

3.3.19 Impôts différés

Des impôts différés sont comptabilisés en utilisant la méthode bilantielle du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan, ainsi que sur les déficits reportables, dans la mesure où il est probable que le Groupe dispose de bénéfices futurs imposables sur lesquels ces déficits pourront être imputés.

Les impôts différés sont évalués au taux d'impôt dont l'application est connue à la date de l'arrêté des comptes.

3.3.20 Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont comptabilisés à leur juste valeur, qui, dans la plupart des cas, correspond à leur valeur nominale.

3.3.21 Avantages du personnel

Le Groupe propose à ses salariés différents régimes de retraite, des indemnités de fin de contrat et d'autres avantages, qui dépendent des législations locales et des pratiques adoptées par chacune des filiales.

Les indemnités de fin de contrat correspondent généralement à des montants calculés sur la base de l'ancienneté du salarié et de son salaire annualisé à l'âge du départ à la retraite ou à la fin du contrat.

Obligations en matière de retraites

- Régimes à cotisations définies

Le Groupe comptabilise en charges le paiement des cotisations lorsqu'elles sont encourues.

Un complément de retraite par capitalisation à cotisation définies (Article 83) a été mis en place chez EPC en 2006.

- Régimes à prestations définies

Les estimations des obligations du Groupe au titre des régimes de retraite à prestations définies et des indemnités de départ en retraite sont calculées annuellement, conformément à la norme IAS19 « Avantages du personnel », par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés.

Lorsque les engagements relatifs aux avantages au personnel sont financés par des fonds externes, ceux-ci sont pris en compte à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.

Les changements d'hypothèses actuarielles qui affectent l'évaluation des obligations, ainsi que l'écart entre le rendement attendu à long terme des investissements des fonds de pension et le rendement réellement obtenu sont traités comme des gains et pertes actuariels, et enregistrés en capitaux propres sur l'exercice.

Au compte de résultat sont reportés le coût des services rendus qui constate l'augmentation des obligations liée à l'acquisition d'une année d'ancienneté supplémentaire et la charge d'intérêt sur l'obligation qui traduit la désactualisation des obligations. Le rendement long terme attendu des investissements des fonds de pensions est porté en déduction de ces charges. L'effet des modifications de plans sur les obligations des sociétés du Groupe est généralement reconnu au compte de résultat.

Paiements en actions

Le Groupe est engagé dans un plan d'options sur actions lancé avant le 7 novembre 2002.

Un nouveau plan d'options sur actions a été lancé en date du 24 octobre 2006.

3.3.22 Provisions

Conformément à IAS 37, les provisions sont constatées lorsque :

- il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation ; et
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

3.3.23 Subventions publiques

Les subventions publiques sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que le Groupe remplira les conditions attachées à la subvention, et que la subvention sera reçue.

Les subventions attachées à des actifs (subventions d'investissement) sont présentées en produit différé au passif, puis rapportées au compte de résultat, sur une base systématique, pendant la durée de vie utile de l'actif, en « Autres produits ».

Les subventions liées au résultat sont présentées en tant que crédit au compte de résultat dans la rubrique « autres produits », sur une base systématique sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts qu'elles sont destinées à compenser.

3.3.24 Distribution de dividendes

Les distributions de dividendes aux actionnaires du Groupe sont enregistrées en dettes au cours de la période durant laquelle elles ont été autorisées par les actionnaires.

3.3.25 Gestion du risque financier

Risque de change

Afin d'atténuer le risque de change, le Groupe a parfois recours à des contrats à terme. La comptabilisation de ces instruments est décrite en note 3.3.13.

Risque de Crédit

En matière de risque client, le portefeuille est suffisamment large pour considérer que ce risque ne constitue pas un enjeu significatif. Le recours à des bases de données externes d'analyse du risque est pratiqué régulièrement.

Risque de liquidité

La Direction Financière du Groupe s'assure auprès des diverses filiales de la mise en place des ressources financières suffisantes pour faire face au risque de liquidité.

Au cours de l'exercice écoulé, des conventions de gestion de trésorerie ont été établies pour participer à une meilleure gestion de ce risque.

Risque de taux d'intérêt

Dans un contexte de taux d'intérêt faible, le groupe ne gère pas de manière active son exposition au risque de taux d'intérêt.

Les emprunts bancaires en place dans le groupe sont la plupart à taux variable, court terme.

3.3.26 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan du Groupe sont suivis par les filiales et la Direction Financière du Groupe au fil de l'eau. Ce processus prévoit la transmission des informations relatives aux engagements données suivants :

- Effets escomptés non échus
- Avals et cautions
- Garantie d'actif et de passif
- Hypothèques & nantissements
- Autres engagements

4. Information sectorielle

Basée sur l'organisation interne du Groupe, l'information sectorielle de premier niveau est présentée par secteur géographique et l'information sectorielle de second niveau par secteur d'activité.

Les activités par secteur géographique sont les suivantes :

- France et Benelux
- Europe du Nord et de l'Est
- Europe du Sud, Afrique et autres pays

Les activités par secteur d'activité sont les suivantes :

- Explosifs et Forage Minage
- Démolition
- Autres activités

4.1 Produit des activités ordinaires

Produit des activités ordinaires par pays d'origine

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice		
	2008	2007 Pro forma	2007
France & Benelux	118 396	118 731	176 373
Europe du Nord et de l'Est	110 448	110 906	110 906
Europe du Sud, Afrique et autres	68 256	59 104	59 104

Total	297 100	288 741	346 383
--------------	----------------	----------------	----------------

Variation du produit des activités ordinaires à structure réelle et structure constante

<i>En milliers d'euros</i>	Variation à structure réelle			Variation à structure constante (1)		
	2008 réel	2007 réel	%	2008 constant	2007 constant	%
France & Benelux	118 396	176 373	-32,9%	115 310	118 732	-2,9%
Europe du Nord et de l'Est	110 448	110 906	-0,4%	105 977	92 101	15,1%
Europe du Sud, Afrique et autres	68 256	59 104	15,5%	68 256	59 044	15,6%
Total	297 100	346 383	-14,2%	289 543	269 877	7,3%

(1) Chiffre d'affaires à taux de change et périmètre constant

A contrôler avec le rapport de gestion à jour, je n'ai pas la dernière version

4.2 Segmentation primaire – secteurs géographiques

4.2.1 Résultats sectoriels

Exercice 2008

<i>En milliers d'euros</i>	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
Produit des activités ordinaires	122 787	110 557	68 622	301 966
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(4 391)	(109)	(366)	(4 866)
Produit des activités ordinaires externe total	118 396	110 448	68 256	297 100
Résultat opérationnel total – activités poursuivies	(953)	4 995	207	4 249
Charges financières – net	(1 529)	(1 446)	(2 611)	(5 586)
Quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence	10	-	2 707	2 717
Résultat avant impôts	(2 472)	3 549	303	1 380
Impôt sur les résultats	(1 505)	(777)	(1 163)	(3 445)
Résultat net – activités poursuivies	(3 977)	2 772	(860)	(2 065)
Résultat net – activités abandonnées	(24 940)	-	(36)	(24 976)

Résultat net total	(28 917)	2 772	(896)	(27 041)
---------------------------	-----------------	--------------	--------------	-----------------

Exercice 2007 Pro forma

<i>En milliers d'euros</i>	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
Produit des activités ordinaires	122 876	111 010	59 291	293 130
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(4 145)	(104)	(187)	(4 389)
Produit des activités ordinaires externe total	118 731	110 906	59 104	288 741
Résultat opérationnel total – activités poursuivies	(493)	13 813	1 838	15 158
Charges financières – net	191	(614)	(2 086)	(2 509)
Quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence	8	-	2 826	2 834
Résultat avant impôts	(294)	13 199	2 578	15 483
Impôt sur les résultats	(249)	(1 790)	(1 219)	(3 258)
Résultat net – activités poursuivies	(543)	11 409	1 359	12 225
Résultat net – activités abandonnées	(1 991)	-	(402)	(2 393)
Résultat net total	(2 534)	11 409	957	9 832

Exercice 2007

<i>En milliers d'euros</i>	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
Produit des activités ordinaires	180 518	111 010	59 291	350 819
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(4 145)	(104)	(187)	(4 436)
Produit des activités ordinaires externe total	176 373	110 906	59 104	346 383
Résultat opérationnel total – activités poursuivies	(2 035)	13 813	1 838	13 616
Charges financières – net	(228)	(614)	(2 086)	(2 928)
Quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence	8	-	2 826	2 834
Résultat avant impôt	(2 255)	13 199	2 578	13 522
Impôt sur les résultats	(279)	(1 790)	(1 219)	(3 288)
Résultat net – activités poursuivies	(2 534)	11 409	1 359	10 234
Résultat net – activités abandonnées	-	-	(402)	(402)
Résultat net total	(2 534)	11 409	957	9 832

4.2.2 Autres éléments sectoriels sans contrepartie de trésorerie inclus dans le compte de résultat

Exercice 2008

<i>En milliers d'euros</i>	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(6 673)	(5 119)	(4 940)	(16 732)
Dot/Rep. aux provisions	(769)	(1 381)	(1 237)	(3 387)

Exercice 2007 Pro forma

<i>En milliers d'euros</i>	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(6 244)	(2 673)	(2 743)	(11 660)
Dot/Rep. aux provisions	729	117	(202)	644

Exercice 2007

<i>En milliers d'euros</i>	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(7 641)	(2 673)	(2 743)	(13 057)
Dot/Rep. aux provisions	391	117	(202)	306

4.2.3 Actifs, passifs et investissements sectoriels

Exercice 2008

<i>En milliers d'euros</i>	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
Immobilisations corporelles	32 724	31 725	23 320	87 769
Actifs courants	86 844	30 332	64 966	182 142
Participations dans les sociétés mises en équivalence	-	-	4 403	4 403
Total	119 568	62 057	92 689	274 314
Passifs courants	61 889	23 236	56 375	141 500

Investissements (incorp & corp)*	10 421	8 327	3 621	22 369
---	---------------	--------------	--------------	---------------

* hors investissements financés par contrat de location (voir note 17)

Exercice 2007 Pro forma

<i>En milliers d'euros</i>	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
Immobilisations corporelles	30 270	27 182	24 444	81 896
Actifs courants	75 411	36 596	67 174	179 181
Participations dans les sociétés mises en équivalence	254	-	4 071	4 325
Total	105 935	63 778	95 689	265 402
Passifs courants	38 856	18 892	58 603	116 351
Investissements (incorp & corp)*	12 170	5 998	4 562	22 730

* hors investissements financés par contrat de location (voir note 17)

Exercice 2007

<i>En milliers d'euros</i>	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
Immobilisations corporelles	36 854	27 182	24 444	88 480
Actifs courants	113 643	36 596	67 174	217 413
Participations dans les sociétés mises en équivalence	254	-	4 071	4 325
Total	150 751	63 778	95 689	310 218
Passifs courants	77 624	18 892	58 603	155 119
Investissements (incorp & corp)*	12 170	5 998	4 562	22 730

* hors investissements financés par contrat de location (voir note 17)

4.3 Segmentation secondaire – secteurs d'activité

Produit des activités ordinaires externe

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Explosifs Forage Minage	195 560	200 755	200 755

Démolition	48 320	43 794	101 436
Autres activités	53 191	44 162	44 162
Actifs non alloués	30	30	30
Total	297 100	288 741	346 383

Actifs sectoriels : immobilisations corporelles et actifs courants

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Immobilisations corporelles			
Explosifs Forage Minage	61 717	60 606	60 606
Démolition	11 630	11 161	17 745
Autres activités	14 421	10 129	10 129
Actifs non alloués	-	-	-
Total des immobilisations corporelles	87 769	81 896	88 480
Actifs courants			
Explosifs Forage Minage	119 285	119 651	119 651
Démolition	21 492	18 941	57 173
Autres activités	36 138	35 499	35 499
Actifs non alloués	5 227	5 090	5 090
Total des actifs courants	182 142	179 181	217 413

Investissements

Les investissements correspondent aux acquisitions d'actifs incorporels et corporels (note 16).

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Explosifs Forage Minage	16 696	14 716	14 716
Démolition	5 704	7 609	7 609
Autres activités	(32)	405	405
Total	22 369	22 730	22 730

5. Frais de recherche

Le Groupe ne pratique pas de recherche fondamentale.

Dans le cadre des Normes IFRS applicables à la Recherche appliquée, le Groupe a distingué :

- les travaux de conception (études de faisabilité, définition des objectifs, définition des spécifications ...) imputables en charges sur l'exercice,
- des travaux de développement (Industrialisation) assimilables à un actif incorporel et amortissables sur plusieurs années.

Les charges imputables sur l'exercice se résument comme suit :

Groupe EPC
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2008

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Frais de recherche (travaux de conception)	1 667	866	866
Total	1 667	866	866

6. Autres achats et charges externes

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Autres services extérieurs	(9 253)	(6 923)	(6 984)
Locations	(11 194)	(12 254)	(22 574)
Prestations générales Groupe (1)	(9 508)	(9 637)	(9 637)
Entretien et grosses réparations	(9 602)	(9 519)	(10 369)
Commissions sur vente	(9 926)	(8 986)	(8 986)
Frais de transport	(11 545)	(11 377)	(12 129)
Frais de déplacement	(5 397)	(5 749)	(7 750)
Intérimaires	(4 759)	(5 808)	(11 710)
Assurance	(4 371)	(5 048)	(5 981)
Rémunérations d'intermédiaires	(4 455)	(4 334)	(8 157)
Autres achats et charges externes	(5 011)	(10 037)	(11 146)
Total des autres achats et charges externes	(85 021)	(89 672)	(115 423)

(1) Les prestations générales Groupe correspondent aux refacturations de prestations de services supportées par les parties liées du Groupe.

7. Charges de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Rémunérations	(46 884)	(47 394)	(53 934)
Charges sociales	(16 919)	(16 065)	(18 429)
Autres charges de personnel	(1 230)	(1 174)	(2 596)
Total charges de personnel	(65 033)	(64 633)	(74 959)

Paiements en action

Par délibération, en date du 24 octobre 2006, prise en application de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires réunie le 18 juin 1992, le Conseil d'Administration a consenti, dans le cadre des dispositions des articles L.225-179 et suivants du Code de commerce, 7 500 options donnant droit à l'achat d'actions provenant d'acquisitions effectuées préalablement à l'ouverture de l'option par la Société elle-même, en application des dispositions de l'article L.225-209 du N.C.C..

Les options ont été consenties à un prix unitaire de 315,64 €, et sont à exercer au plus tard le 23 octobre 2010.

Aucune option n'a été levée au titre de l'exercice écoulé.

Effectifs

Catégorie de personnel	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Ingénieurs et cadres	169	166	203
Agents de maîtrise, techniciens & employés	759	690	760
Ouvriers	793	752	843
Total des effectifs	1 721	1 608	1 806

Les effectifs sont pris en compte à 100% pour les sociétés intégrées par la méthode de l'intégration globale et en fonction du pourcentage d'intégration pour les sociétés intégrées par la méthode de l'intégration proportionnelle.

8. Autres produits et charges d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Production immobilisée	32	98	1 605
Subventions d'exploitation	55	17	17
Subventions d'investissement virées au compte de résultat	172	172	172
Produits de cession d'immobilisations	2 023	1 925	3 572
Autres produits d'exploitation	4 005	6 383	6 745
Total autres produits	6 287	8 595	12 111
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	(1 451)	(5 432)	(7 233)
Impôts et taxes	(4 186)	(4 076)	(4 875)
Autres charges d'exploitation	(4 119)	(3 157)	(4 306)
Total autres charges	(9 756)	(12 665)	(16 414)
Total autres produits et charges d'exploitation	(3 469)	(4 070)	(4 303)

Pour rappel, en 2007, la variation des postes « Autres produits d'exploitation » et « Valeur nette comptable des immobilisations cédées » est principalement imputable à la cession de la division EPS d'Exchem.

L'incidence nette de cette cession sur le résultat consolidé est un profit de 2 629 K€ directement lié à la reprise de provision pour perte de valeur (cf. note 15).

9. Contrats de location

9.1 Contrats de location financement – Preneur

Les actifs enregistrés en immobilisations corporelles au titre des contrats de location financement sont détaillés en note 17, et la dette financière correspondante en note 26.

Engagements relatifs aux contrats de location financement non résiliables

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Moins d'1 an	2 282	1 676	2 144
De 1 à 5 ans	6 047	3 587	4 229
Plus de 5 ans	-	-	-
Paiements minimaux	8 329	5 263	6 373

9.2 Contrats de location simple - Preneurs

Les engagements en matière de contrat de location simple – Preneurs sont peu significatifs et ne sont donc pas présentés.

9.3 Contrats de location simple - Bailleurs

Les engagements en matière de contrat de location simple – Bailleurs sont peu significatifs et ne sont donc pas présentés.

10. Contrats à long terme

Les contrats à long terme concernent certaines activités de démolition et les activités de défense.

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Produits des contrats à long terme	16 193	8 791	25 462

En 2007, les produits des contrats à long terme sont imputables à STIPS TI pour 17 M€ et à la SEI pour 8 M€.

En 2008, les produits des contrats long terme sont imputables uniquement à la SEI pour 16 M€.

11. Information relative aux parties liées

11.1 Contrôle

Le Groupe EPC est contrôlé par la société EJ Barbier. La société tête de Groupe est la Société Anonyme d'explosifs et produits chimiques, EPC, détenue à 64,54 % par EJ Barbier qui publie des états financiers.

11.2 Relation avec les filiales

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

11.3 Rémunération nette du personnel dirigeant-clé

Le personnel dirigeant clef du Groupe EPC est composé des mandataires sociaux de la société EPC SA.

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007
Rémunérations avantages en nature	765	691
Jetons de présence	86	80
Paieement en action	-	-
Total	851	771

Le Président et le Directeur Général sont tenus à une obligation contractuelle de non concurrence, susceptible d'être indemnisée à la fin de leur mandat correspondant aux règles en vigueur dans la convention collective de la chimie et devant respecter les préconisations du code de gouvernement d'entreprise adopté par l'AFEP-MEDEF quant à leur limitation à une durée de 2 ans.

Il n'est pas prévu d'indemnité conventionnelle au titre du départ du Président ou du Directeur Général ou plus généralement d'un mandataire social et ce, quelle que soit la cause de ce départ.

11.4 Transactions avec des parties liées

Le Groupe entretient des relations avec les parties liées suivantes :

- EJ.Barbier, maison mère d'EPC SA
- Adex, Adex TP et Adex Services filiales détenues majoritairement par EJ.Barbier.

Ces parties liées assurent des prestations de services pour le compte du Groupe pour un montant de 9 788 K€ au cours de l'exercice 2008 contre 9 897 K€ pour l'exercice 2007

Ces prestations se sont faites dans des conditions normales.

Les sommes dues par le Groupe aux parties liées à fin 2008 s'élèvent à 3 280 K€ contre 1 265 K€ à fin 2007.

12. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	1 036	847	855
Charges d'intérêts	(4 699)	(3 342)	(3 705)
Coût de l'endettement financier net	(3 663)	(2 495)	(2 850)

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Pertes et gains de change	(720)	828	828
Coût financier sur avantages au personnel (« interest cost »)	(282)	(302)	(309)
Charge de désactualisation des provisions	(752)	(198)	(198)
Dividendes reçus	96	114	114
Dotations et reprises aux provisions financières	(560)	(643)	(643)
Autres charges et produits financiers	295	187	130
Autres produits et charges financiers	(1 923)	(14)	(78)

Total du résultat financier	(5 586)	(2 509)	(2 928)
------------------------------------	----------------	----------------	----------------

13. Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat s'analyse de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Charge / (produit) d'impôts exigibles (1)	(2 395)	(4 154)	(4 222)
Charge / (produit) d'impôts différés (note 27)	(1 050)	896	934
Total	(3 445)	(3 258)	(3 288)

(1) L'impôt prend en compte un profit d'intégration fiscale sur EPC de 965 K€. Il était de 518 K€ pour l'exercice 2007.

Le rapprochement entre l'impôt théorique au taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007
Résultat avant impôt et résultat des entreprises liées	(1 337)	10 688
Taux d'imposition théorique en vigueur en France	33,33%	33,33%
Impôt théorique attendu	446	(3 562)
Incidence des déficits reportables (1)	(4 177)	(1 989)
Incidence de la variation de taux (report variable)	70	179
Différentiel de taux sur résultat étranger (2)	1 224	2 317
Autres différences permanentes	(1 008)	(232)
Impôt effectivement comptabilisé	(3 445)	(3 288)
Taux d'impôt effectif	*	30,76%

(1) Au 31 décembre 2008, l'incidence des déficits reportables s'explique comme suit :

- déficits de la période non activés : (4 961) K€
- déficits antérieurs non activés utilisés dans l'exercice : 784 K€

(2) L'incidence des taux d'impôt étranger par rapport au taux d'impôt Français de 33,33% s'élève à 1 224 K€. Elle est principalement imputable à l'Irlande pour 1 310 K€, avec un taux d'impôt local de 12,5%.

* Exercice 2008 en perte : taux d'impôt effectif sans signification.

Les taux d'impôt applicables sont les suivants :

Pays	Exercice 2008	Exercice 2007
Allemagne	25%	25%
Belgique	33,99%	33,99%
Espagne	30%	35%
France	33,33%	33,33%
Royaume-Uni	28%	28%
Guinée	35%	35%
Irlande	12,50%	12,50%
Italie	27,50%	33%
Luxembourg	25,50%	29,63%
Maroc	35%	35%
Norvège	28%	28%
Pologne	19%	19%
Portugal	25%	25%
Roumanie	16%	-
Sénégal	25%	33%
Suède	26,50%	28%

14. Résultat par action

14.1 Résultat par action de l'activité globale

Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (résultat net part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le même calcul est réalisé pour les parts de fondateurs.

	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires (en milliers d'euros)	(19 521)	7 085	7 085
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	168 400	168 400	168 400
Résultat de base par action (en €/action)	(115,92)	42,07	42,07

	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Bénéfice net attribuable aux parts de fondateurs (en milliers d'euros)	(6 507)	2 362	2 362
Nombre moyen pondéré de parts de fondateurs	29 473	29 473	29 473
Résultat de base par part de fondateurs (en €/part)	(220,78)	80,13	80,13

Résultat dilué

Les instruments dilutifs existants ne sont pas exerçables au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2007.

Ainsi, le résultat par action calculé en ajustant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives est identique au résultat de base.

Mouvements depuis la clôture

Il n'est pas intervenu depuis la clôture d'opérations affectant le nombre d'actions.

14.2 Résultat par action des activités poursuivies

	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Résultat des activités poursuivies (en K€)	(2 065)	12 225	10 234
Résultat par action	(9,20)	54,45	45,58
Résultat par part de fondateur	(17,52)	103,70	86,81
Résultat dilué par action	(9,20)	54,45	45,58
Résultat dilué par part de fondateur	(17,52)	103,70	86,81

14.3 Résultat par action des activités abandonnées

	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Résultat des activités abandonnées (en K€)	(24 976)	(2 393)	(402)
Résultat par action	(111,24)	(10,66)	(1,79)
Résultat par part de fondateur	(211,85)	(20,30)	(3,41)
Résultat dilué par action	(111,24)	(10,66)	(1,79)
Résultat dilué par part de fondateur	(211,85)	(20,30)	(3,41)

15. Écarts d'acquisition

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Au 1^{er} janvier			
Valeur brute	20 172	18 288	18 288
Pertes de valeur cumulées	(1 943)	(1 943)	(1 943)
Valeur nette à l'ouverture	18 229	16 345	16 345
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	-	-	-
Variations de périmètre (1)	926	1 884	1 884
Ecart de conversion	(48)	-	-
Pertes de valeur enregistrées en résultat	-	-	-
Au 31 décembre			
Valeur brute	21 050	20 172	20 172
Pertes de valeur cumulées	(1 943)	(1 943)	(1 943)
Valeur nette à la clôture	19 107	18 229	18 229

(1) les nouveaux écarts d'acquisition de l'exercice 2008 pour 926 K€ sont principalement dus à l'entrée dans le périmètre de la société Exploerg pour 354 K€ et à la prise de participation complémentaire dans la société Kinsite SA pour 468 K€.

Tests de perte de valeur – méthodologie

Le Groupe a adopté à compter de cet exercice la méthode recommandée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), c'est-à-dire la méthode d'évaluation par les flux de trésorerie actualisés, en considérant comme taux d'actualisation le coût moyen pondéré des capitaux propres (WACC).

Les principales hypothèses des taux d'actualisation sont les suivantes

	France	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres
Taux d'actualisation	[10,04% à 10,84%]	[8,00% à 10,62%]	[9,44% à 27,44%]

Conformément au principe énoncé en note 3.3.2, la valeur comptable de chaque groupe d'actifs a fait l'objet d'une comparaison avec sa valeur d'utilité au 31 décembre 2008.

Il en ressort que les valeurs d'utilité calculées recouvrent largement la valeur de chaque groupe d'actif. En effet, la moyenne des rapports entre la valeur d'utilité et le total de l'actif net par zone géographique s'établit de la manière suivante

- France 1,70
- Europe du Nord et de l'Est 2,80
- Europe du Sud, Afrique et autres 1,50

Les valeurs d'utilité correspondent à la somme des flux futurs de trésorerie avant impôt actualisés, calculés sur la base d'un plan de développement à cinq ans pour chacune des UGT.

Le Groupe a recours à un bêta par branche d'activité.

Des primes de risque spécifiques à chaque pays sont utilisées, calculées par l'approche indirecte. La prime de risque France retenue pour les tests 2008 est en cohérence avec les recommandations de l'AMF sur l'arrêté des comptes 2008, publiées le 29 octobre 2008.

Le taux de croissance utilisé dans le plan reflète une connaissance des marchés et des orientations de développement décidées par la Direction du groupe. L'extrapolation des prévisions de la dernière année du plan, projetée à l'infini, est déterminée en appliquant un taux de croissance de 2%.

Dans le cas particulier de sociétés Ad Hoc pour héberger l'exploitation d'un contrat spécifique à durée définie, les prévisions sont élaborées sur un horizon correspondant à la durée du contrat. La valeur terminale reflète la valeur liquidative estimée à la date de fin du contrat.

Suivi des pertes de valeur comptabilisées

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2007	Dotations	Reprises	Exercice 2008	Ecart d'acquisition (valeur brute) Exercice 2008
2B Recyclage OCCAMAT	(1 084) (859)	- -	- -	(1 084) (859)	1 716 859
Pertes de valeur sur écart d'acquisition	(1 943)	-	-	(1 943)	2 575
BFMS Nitrokémine	- -	(1 000) (197)	- -	(1 000) (197)	- -
Pertes de valeur sur autres actifs	-	(1 197)	-	(1 197)	-

16. Immobilisations incorporelles

Aucune perte de valeur n'a été constatée sur les immobilisations incorporelles pour les deux exercices 2007 et 2008.

Exercice 2008

<i>En milliers d'euros</i>	Concessions, brevets, licences	Frais de développement	Autres immos incorp. & en cours	Total
Valeurs brutes				
Au 1 ^{er} janvier 2008	1 784	397	1 084	3 265
Acquisitions	88	-	254	342
Variations de périmètre	(351)	-	2	(349)
Sorties	(21)	-	(3)	(24)
Ecart de conversion	(4)	-	(27)	(31)
Autres mouvements	(4)	207	(207)	(4)
Au 31 décembre 2008	1 492	604	1 103	3 199
Amortissements cumulés				
Au 1 ^{er} janvier 2008	(1 273)	(300)	(650)	(2 223)
Dotations aux amortissements	(138)	(78)	(45)	(261)
Variations de périmètre	67	-	(2)	65
Sorties	21	-	3	24
Ecart de conversion	4	-	25	29
Autres mouvements	3	-	(1)	2
Au 31 décembre 2008	(1 316)	(378)	(670)	(2 364)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2008	511	97	434	1 042
Valeur nette au 31 décembre 2008	176	226	433	835

Exercice 2007

<i>En milliers d'euros</i>	Concessions, brevets, licences	Frais de développement	Autres immos incorp. & en cours	Total
Valeurs brutes				
Au 1 ^{er} janvier 2007	1 514	328	1 064	2 906
Acquisitions	382	15	165	562
Variations de périmètre	18	-	4	22
Sorties	(144)	-	(13)	(157)
Ecart de conversion	(6)	-	(8)	(14)
Autres mouvements	20	54	(128)	(54)
Au 31 décembre 2007	1 784	397	1 084	3 265
Amortissements cumulés				
Au 1 ^{er} janvier 2007	(1 246)	(248)	(579)	(2 073)
Dotations aux amortissements	(130)	(52)	(43)	(225)
Variations de périmètre	(16)	-	(1)	(17)
Sorties	134	-	16	150
Ecart de conversion	5	-	5	10
Autres mouvements	(20)	-	(48)	(68)
Au 31 décembre 2007	(1 273)	(300)	(650)	(2 223)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2007	268	80	485	833
Valeur nette au 31 décembre 2007	511	97	434	1 042

Exercice 2007 Pro forma

<i>En milliers d'euros</i>	Concessions, brevets, licences	Frais de développement	Autres immos incorp. & en cours	Total
Valeur nette au 31 décembre 2007	511	97	434	1 042
Reclassement de STIPS TI et ses filiales en activités abandonnées	(313)	-	-	(313)
Valeur nette Pro forma au 31 décembre 2007	198	97	434	729

17. Immobilisations corporelles

Exercice 2008

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains & constr.	Total ITMO (*)	Autres immos corp.	Immos en cours et autres	Total
Valeurs brutes					
Au 1 ^{er} janvier 2008	46 869	121 904	26 352	2 684	197 809
Acquisitions	1 252	20 157	4 161	4 743	30 313
Variations de périmètre	(2 595)	(4 189)	(318)	(189)	(7 291)
Sorties	(1 117)	(8 563)	(3 219)	(39)	(12 938)
Ecart de conversion	(2 235)	(7 343)	(584)	(293)	(10 455)
Autres mouvements	11	1 688	(205)	(915)	579
Au 31 décembre 2008	42 186	123 654	26 187	5 991	198 017
Amortissements cumulés					
Au 1 ^{er} janvier 2008	(21 160)	(66 967)	(17 414)	-	(105 541)
Variations de périmètre	304	1 008	(18)	-	1 294
Dotations aux amortissements	(905)	(11 876)	(2 750)	-	(15 531)
Sorties	1 108	5 288	2 686	-	9 082
Ecart de conversion	911	4 057	349	-	5 317
Autres mouvements	164	(459)	283	-	(12)
Au 31 décembre 2008	(19 578)	(68 949)	(16 864)		(105 391)
Dépréciations					
Au 1 ^{er} janvier 2008	(1 307)	(2 481)	-	-	(3 788)
Variations de périmètre	2 217	395	(13)	348	2 947
Dotations aux dépréciations	(2 272)	(1 689)	(75)	(829)	(4 865)
Reprises de pertes de valeur	-	-	-	-	-
Sorties	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	262	582	4	-	847
Autres mouvements	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2008	(1 100)	(3 193)	(84)	(481)	(4 859)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2008	24 402	52 456	8 938	2 684	88 480
Valeur nette au 31 décembre 2008	21 508	51 512	9 239	5 510	87 769

(*) Installations techniques, matériel et outillage.

Exercice 2007

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains & constr.	Total ITMO (*)	Autres immos corp.	Immos en cours et autres	Total
Valeurs brutes					
Au 1 ^{er} janvier 2007	48 111	115 764	25 885	3 117	192 877
Acquisitions	2 691	15 991	2 929	3 641	25 252
Variations de périmètre	73	4 001	335	265	4 674
Sorties	(5 537)	(13 925)	(2 215)	(23)	(21 700)
Ecart de conversion	(892)	(2 287)	(118)	(22)	(3 319)
Autres mouvements	2 423	2 360	(464)	(4 294)	25
Au 31 décembre 2007	46 869	121 904	26 352	2 684	197 809
Amortissements cumulés					
Au 1 ^{er} janvier 2007	(23 699)	(64 300)	(17 122)	-	(105 121)
Variations de périmètre	(64)	(1 762)	(118)	-	(1 944)
Dotations aux amortissements	(714)	(11 477)	(2 689)	-	(14 880)
Sorties	2 976	9 543	1 913	-	14 432
Ecart de conversion	389	1 400	93	-	1 882
Autres mouvements	(48)	(371)	509	-	90
Au 31 décembre 2007	(21 160)	(66 967)	(17 414)	-	(105 541)
Dépréciations					
Au 1 ^{er} janvier 2007	(2 600)	(3 834)	-	-	(6 434)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Dotations aux dépréciations	(27)	-	-	-	(27)
Reprises de pertes de valeur	1 163	1 081	-	-	2 244
Sorties	3	-	-	-	3
Ecart de conversion	154	272	-	-	426
Autres mouvements	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2007	(1 307)	(2 481)	-	-	(3 788)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2007	21 812	47 630	8 763	3 117	81 322
Valeur nette au 31 décembre 2007	24 402	52 456	8 938	2 684	88 480

(*) Installations techniques, matériel et outillage.

Les dépréciations relatives aux pertes de valeurs sont détaillées dans la note 15.

Exercice 2007 Pro forma

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains & constr.	Total ITMO (*)	Autres immos corp.	Immos en cours et autres	Total
Valeur nette au 31 décembre 2007	24 402	52 456	8 938	2 684	88 480
Reclassement de STIPS TI et ses filiales en activités abandonnées	(2 791)	(3 125)	(572)	(96)	(6 584)
Valeur nette Pro forma au 31 décembre 2007	21 611	49 331	8 366	2 588	81 896

Réconciliation des « Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles » des notes 16 et 17 avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	342	562
Acquisitions d'immobilisations corporelles	30 313	25 252
	30 655	25 814
Elimination des acquisitions d'immobilisations en contrats de location	(8 054)	(2 847)
Variation des dettes sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(232)	(237)
	(8 286)	(3 084)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles – Tableau de Flux de Trésorerie	22 369	22 730

Contrats de locations financement

Les immobilisations corporelles incluent les éléments suivants pris en location financement :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Constructions			
Valeur brute	111	131	927
Amortissements et dépréciations cumulés	(39)	(46)	(68)
Valeur nette comptable	71	85	859
ITMO			
Valeur brute	18 523	13 268	13 744
Amortissements et dépréciations cumulés	(9 987)	(9 011)	(9 086)
Valeur nette comptable	8 536	4 257	4 658
Autres immobilisations corporelles			
Valeur brute	3 790	3 661	4 009
Amortissements et dépréciations cumulés	(2 369)	(2 557)	(2 628)
Valeur nette comptable	1 421	1 104	1 381

18. Participation dans les entreprises associées

Au 31 décembre 2008, le Groupe détient des participations dans deux entreprises associées : Arabian Explosives et Croda EPC. Au 31 décembre 2007, le Groupe détenait une participation supplémentaire dans la société Kinsite SA, consolidée en intégration globale au cours de l'exercice 2008.

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Valeur à l'ouverture de l'exercice	4 324	3 733	3 733
Quote-part du résultat	2 717	2 834	2 834
Ecart de conversion	204	(175)	(175)
Dividendes	(2 588)	(2 068)	(2 068)
Variation de périmètre	(254)	-	-
Valeur à la clôture de l'exercice	4 403	4 324	4 324

Les intérêts du Groupe dans ses entreprises associées sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Actif net	4 395	4 316	4 316
Produit des activités ordinaires	9 162	8 436	8 436
Résultat net	2 717	2 834	2 834

19. Participation dans les co-entreprises

Le groupe détient des participations dans quatre co-entreprises : Kemek, Exor, Nitrokemine Guinée et SMG (maison mère de Nitrokemine Guinée).

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Actifs courants	6 512	10 251	10 251
Actifs non courants	6 580	6 114	6 114
Actifs	13 092	16 365	16 365
Passifs courants	3 816	4 324	4 324
Passifs non courants	5 842	3 079	3 079
Passifs	9 658	7 403	7 403
Actif net	3 434	8 962	8 962
Produit des activités ordinaires	24 001	26 824	26 824
Charges	19 010	18 300	18 300
Résultat net	4 991	8 524	8 524

20. Autres actifs financiers non courants

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Titres de participation	3 786	4 169	4 408
Provisions sur titres de participation	(1 364)	(1 249)	(1 253)
Valeur nette des titres de participation	2 422	2 920	3 155
Créances rattachées à des participations	905	-	-
Prêts non courants	111	346	346
Divers	170	171	171
Autres actifs financiers – valeur brute	1 186	517	517
Provisions	(361)	-	-
Autres actifs financiers – valeur nette	825	517	517
Total autres actifs financiers non courants	3 247	3 437	3 672

Détail des titres de participation non consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007
EPC Minetech	1 000	1 000
Davey Bickford	286	380
Sté camerounaise des explosifs	243	243
STID	-	220
Corse expansif	176	176
Exchem Explosives Ltd	125	163
Cie Guinéenne de produits chimiques	79	122
STIPS Italie	-	120
Gerominex	-	90
Silex Seguridad	77	77
Cadex	72	72
Autres participations	364	492
Valeur nette des titres de participation	2 422	3 155

21. Instruments de couverture

En 2008, comme en 2007, il n'y a pas de transaction relative aux dérivés de couverture.

22. Stocks

22.1 Variation des stocks d'en-cours et produits finis

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Production stockée de biens	889	771	1 311
Variation d'en-cours de production de biens	(385)	577	877
Variation d'en-cours de production de services	(82)	(99)	(99)
Total	423	1 249	2 089

22.2 Stocks et en cours

Les mouvements concernant les stocks reconnus en compte de résultat sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008			Exercice 2007 Pro forma			Exercice 2007		
	Valeur brute	Prov.	Valeur nette	Valeur brute	Prov.	Valeur nette	Valeur brute	Prov.	Valeur nette
Matières premières & autres approvisionnements	8 859	(672)	8 187	8 489	(378)	8 111	11 027	(378)	10 649
En cours de production de biens et services	669	-	669	1 044	-	1 044	1 344	-	1 344
Produits intermédiaires et finis	8 938	(66)	8 872	8 395	(74)	8 322	8 935	(74)	8 861
Marchandises	13 053	(111)	12 942	12 220	(39)	12 180	12 220	(39)	12 181
Total	31 520	(849)	30 670	30 148	(491)	29 657	33 526	(491)	33 035

Mouvements des stocks reconnus en compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Variation de stocks mp, fournit. & autres appro.	709	183	2 639
Variation de stocks de marchandises	1 116	1 589	1 589
Variation de stocks d'en-cours et de produits finis	423	1 249	2 089
Dotations aux provisions sur stocks	(1 776)	(39)	(39)
Reprises de provisions sur stocks	91	322	322
Impact sur le résultat opérationnel courant	563	3 304	6 600
Impact en activités abandonnées	1 392	3 296	-
Total de la variation reconnue en résultat	1 955	6 600	6 600

23. Clients et autres débiteurs

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Avances et acomptes	1 639	1 412	1 498
Créances clients	98 439	98 836	126 062
Autres créances	7 967	8 670	9 003
Créances fiscales – hors IS	5 130	2 697	6 711
Comptes courants (1)	15 177	1 173	3 759
Autres montants	441	490	554
Total des créances brutes	128 793	113 278	147 587
Dépréciation clients et comptes rattachés	(6 221)	(4 243)	(4 983)
Dépréciation des comptes courants (1)	(14 500)	-	-
Autres dépréciations	-	(84)	(84)
Total des dépréciations	(20 721)	(4 327)	(5 067)
Total des clients et autres débiteurs	108 072	108 951	142 520

(1) Au 31 décembre 2008, les comptes courants comprennent principalement un compte courant relatif à STIPS TI, pour 14,3 M€, entièrement provisionné.

Suivi des créances clients

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Valeur au bilan	98 439	98 836	126 062
Dont actifs non échus et non dépréciés à la date de clôture	66 674	71 965	94 472
Dont actifs échus et impayés mais non dépréciés à la date de clôture	25 545	22 628	26 607
* échu depuis 3 mois au plus	16 371	13 460	14 902
* échu depuis plus de 3 mois et moins de 6 mois	3 633	3 968	4 413
* échu depuis plus de 6 mois	5 541	5 200	7 292
Dont actifs dépréciés	6 221	4 243	4 983

24. Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
VMP – Equivalents de trésorerie	17 783	9 721	9 742
Disponibilités	22 147	25 994	26 641
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	39 930	35 715	36 383

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	39 930	35 715	36 383
Découverts bancaires	(9 268)	(6 523)	(15 233)
Total trésorerie nette	30 662	29 192	21 150

25. Capital

	Nombre d'actions	Nombre de parts de fondateurs	Total du capital (en milliers d'euros)
Au 31 décembre 2008	168 400	29 473	5 220
Au 31 décembre 2007	168 400	29 473	5 220

Le capital est composé de 168 400 actions de 31 €. Un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives, entièrement libérées, inscrites depuis cinq ans au moins au nom d'un même titulaire.

Il existe 29 473 parts de fondateurs sans valeur nominative offrant un droit dans les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation. Les réserves de la société tête de Groupe, la SA EPC, comportent un Fonds Précipitaire des parts qui bénéficiera exclusivement à ces dernières en cas de liquidation de la Société. Son montant s'élève désormais à 1 740 000 €, soit 25/75^{ème} du capital social.

26. Dettes financières

Dettes financières non courantes

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Emprunts bancaires > 1 an	9 656	8 573	10 381
Crédit-bail > 1 an	6 047	3 587	4 229
Autres	-	-	-
Total dettes financières non courantes	15 703	12 160	14 610

Dettes financières courantes

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Emprunts bancaires < 1 an	43 367	19 528	20 235
Autres emprunts et dettes assimilées	5 572	7 435	7 435
Crédit-bail < 1 an	2 282	1 676	2 144
Découverts bancaires	9 268	6 523	15 233
Intérêts courus sur emprunt	39	(30)	(31)
Total dettes financières courantes	60 528	35 132	45 016

Les lignes de financement ont été utilisées à fin décembre 2008 à hauteur de 28,2 M€. Elles figurent dans la catégorie des emprunts bancaires inférieurs à 1 an.

Des ratios financiers doivent désormais être respectés pour ces lignes de financement :

- Ratio de Structure Financière (rapport de l'Endettement Financier Net Consolidé sur les Capitaux Propres), il s'élève à 0,50 au 31 décembre 2008, inférieur aux 0,75 exigés.
- Ratio de Levier Financier (rapport de l'endettement Financier Net Consolidé sur l'Excédent Brut d'Exploitation Consolidé), il s'élève à 2,08 au 31 décembre 2008, inférieur aux 2,5 exigés.

27. Impôts différés au bilan

Les mouvements d'impôts différés sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Provisions dépollution décontamination et démantèlement	Fonds de pension	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2007	4 934	2 714	(2 152)	5 496
Enregistré au compte de résultat	(48)	382	600	934
Enregistré en capitaux propres	-	(53)	(13)	(66)
Variations de périmètre	-	10	(76)	(66)
Différences de change	(134)	-	(98)	(232)
Au 31 décembre 2007	4 752	3 053	(1 739)	6 066
Enregistré au compte de résultat	113	(205)	(736)	(828)
Enregistré en capitaux propres	326	1 716	(464)	1 578
Variations de périmètre	-	(26)	37	11
Différences de change	(346)	(486)	172	(660)
Autres mouvements	(98)	(1 637)	1 758	23
Au 31 décembre 2008	4 747	2 415	(972)	6 190

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Impôts différés actifs	7 457	7 678	7 678
Impôts différés passifs	(1 267)	(1 589)	(1 612)
Impôts différés nets	6 190	6 089	6 066

Détail des impôts différés Pro forma

<i>En milliers d'euros</i>	Provisions dépollution décontamination et démantèlement	Fonds de pension	Autres	Total
Au 31 décembre 2007	4 752	3 053	(1 739)	6 066
Reclassement de STIPS TI et ses filiales en activités abandonnées	-	(39)	62	23
Au 31 décembre 2007 Pro forma	4 752	3 014	(1 677)	6 089

28. Provisions pour avantages aux salariés

28.1 Indemnités de fin de carrière

Ce régime concerne le personnel des sociétés françaises, à l'exception d'EPC qui a souscrit à un régime à prestations définies. Les calculs ont été effectués en accord avec la réglementation française et le règlement IAS 19.

Les mouvements de la provision pour indemnités de fin de carrière sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Valeur actuelle de l'obligation au 1^{er} janvier	1 360	1 199	1 199
Dépenses reconnues en compte de résultat	160	168	168
Ecart actuariels reconnus en capitaux propres	(235)	(84)	(84)
Variations de périmètre	(126)	(40)	77
Valeur actuelle de l'obligation au 31 décembre	1 158	1 243	1 360

Les montants enregistrés au compte de résultat de l'exercice sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Coût des services rendus au cours de l'exercice	79	75	99
Coût financier	53	62	69
Coût des services passés	-	-	-
Impact sur le résultat opérationnel courant	132	137	168
Impact en activités abandonnées	29	31	-
Total des montants enregistrés en résultat	160	168	168

Le coût de services rendus est inclus dans les charges de personnel au compte de résultat, et le coût financier en autres charges financières.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :

	Exercice 2008	Exercice 2007
Taux d'actualisation	5,00%	5,15%
Taux attendus d'augmentation des salaires	2,50%	2,50%
Taux de rotation du personnel :		
20 – 29 ans	10%	10%
30 – 39 ans	5%	5%
40 – 49 ans	3%	3%
50 – 65 ans	1%	1%

28.2 Engagements de retraite

Régime à prestations définies

Les sociétés du groupe concernées par un régime à prestations définies sont, outre la société mère EPC, les sociétés anglaises, irlandaises et italiennes.

Pour la société mère EPC, il s'agit d'un régime de retraite souscrit dans le cadre de l'article 39 du code général des impôts, par lequel la société garantit le niveau futur des prestations définies dans l'accord.

Dans les pays anglo-saxon, il s'agit d'un système de fonds de pension.

En Italie, il s'agit du régime des TFR (système de rémunération différée, éligible IAS 19).

Les montants enregistrés au bilan sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Valeur actuelle des obligations partiellement ou totalement financées	39 928	51 579	51 579
Juste valeur des actifs du régime	(30 846)	(46 878)	(46 878)
Obligations partiellement ou totalement financées	9 082	4 701	4 701
Valeur actuelle des obligations non financées	2 052	2 072	2 072
Passif net	11 134	6 773	6 773

Les montants enregistrés au compte de résultat de l'exercice sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Coût des services rendus au cours de l'exercice	961	1 288	1 288
Coût financiers	272	181	181
Rendement attendu des actifs du régime	(43)	(17)	(17)
Coût des services passés	110	(171)	(171)
Ecarts de change	-	-	-
Total	1 300	1 281	1 281

Le coût de services rendus est inclus dans les charges de personnel au compte de résultat, et le coût financier en autres charges financières.

Les mouvements enregistrés au bilan du passif (actif) net sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier	6 773	10 044	10 044
Dépenses reconnues en compte de résultat	1300	1 281	1 281
Cotisations versées	(1 993)	(3 172)	(3 172)
Ecart actuariels reconnus en capitaux propres	6 995	(579)	(579)
Prestations servies	(267)	(276)	(276)
Ecart de conversion	(1 675)	(525)	(525)
Valeur nette comptable au 31 décembre	11 134	6 773	6 773

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :

	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Taux d'actualisation	[4,5% à 6,4%]	[4,5% à 5,6%]	[4,5% à 5,6%]
Taux de rendement attendus des actifs du régime	[2,0% à 8,0%]	[2,5% à 7,8%]	[2,5% à 7,8%]
Taux attendus d'augmentation des salaires	[3,0% à 4,40%]	[4,0% à 4,65%]	[4,0% à 4,65%]
Taux d'inflation	[2,0% à 2,9%]	[2,0% à 3,5%]	[2,0% à 3,5%]

29. Autres provisions

<i>En milliers d'euros</i>	Démant. Décontam. Dépol.	Engagement financier STIPS TI sur 2008	Restruct.	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2007	21 155	-	3 059	2 165	26 379
Provisions supplémentaires	-	-	-	3 761	3 761
Montants utilisés	-	-	(820)	(1 887)	(2 707)
Variation de périmètre	-	-	-	28	28
Augmentation du montant actualisé (effet temps et modification du taux)	(332)	-	-	-	(332)
Ecart de conversion	(678)	-	-	(3)	(681)
Autres mouvements	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2007	20 145	-	2 239	4 064	26 448
Provisions supplémentaires	-	7 447	719	3 075	11 240
Montants utilisés	(292)	-	(1 126)	(1 279)	(2 697)
Variation de périmètre	-	-	-	(345)	(345)
Augmentation du montant actualisé (effet temps et modification du taux)	752	-	-	-	752
Ecart de conversion	(1 759)	-	-	(5)	(1 764)
Autres mouvements	7	-	-	(77)	(70)
Au 31 décembre 2008	18 853	7 447	1 831	5 433	33 564

	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Dont :			
Courant	2 367	2 708	2 708
Non courant	31 197	23 695	23 740
Total	33 564	26 403	26 448

Détail des autres provisions Pro forma

<i>En milliers d'euros</i>	Démant. Décontam. Dépol.	Engagement financier STIPS TI sur 2008	Restruct.	Autres	Total
Au 31 décembre 2007	20 145	-	2 239	4 064	26 448
Reclassement de STIPS TI et ses filiales en activités abandonnées	-	-	-	(45)	(45)
Au 31 décembre 2007 Pro forma	20 145	-	2 239	4 019	26 403

30. Fournisseurs et autres créditeurs

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Dettes fournisseurs	52 830	46 624	65 225
Avances et acomptes reçus sur commandes	3 469	6 448	6 448
Dettes sociales	9 692	10 678	11 837
Dettes fiscales	6 343	6 912	13 015
Autres dettes	4 718	5 001	7 518
Total	77 052	75 663	104 043

31. Subventions publiques

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
Subvention d'investissement part à plus d'un an	1 415	1 590	1 590
Subvention d'investissement part à moins d'un an	-	-	-
Total	1 415	1 590	1 590

32. Dividendes par action

Les dividendes versés en 2008 se sont élevés à 1.406.912 € contre 1.146.372 € en 2007.

La répartition de ces dividendes se présente comme suit :

<i>En euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007
Dividende par action	6,75	5,50
Dividendes par part de fondateur	12,87	10,48

Aucun dividende ne sera proposé au vote de l'Assemblée Générale.

33. Besoin en Fonds de Roulement

Le besoin en fonds de roulement s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Variations BFR & prov. courantes	Autres Variations (1)	Exercice 2007	STIPS TI et ses filiales Exercice 2007
Stocks et en cours	30 670	1 955	(4 320)	33 035	3 378
Clients et autres débiteurs	108 072	(7 377)	(27 070)	142 520	33 569
Autres actifs long terme	537	(495)	(353)	1 385	-
Autres actifs courants	3 286	(337)	(1 181)	4 803	617
Sous total	142 566	(6 253)	(32 925)	181 743	37 564
Fournisseurs et autres créditeurs	(77 051)	(3 896)	30 889	(104 043)	(28 380)
Autres passifs long terme	(1 695)	588	97	(2 380)	-
Autres passifs courants	(1 269)	(145)	1 127	(2 251)	(504)
Sous total	(80 015)	(3 453)	32 113	(108 674)	(28 884)
Besoin en fonds de roulement	62 551	(9 706)	(812)	73 069	8 680

(1) dont écart de conversion et variations de périmètre

34. Incidence des variations de périmètre

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007
Trésorerie acquise lors des entrées de périmètre	1 190	31
Investissement en titres consolidés	(728)	(1 479)
Impact des entrées de périmètre	462	(1 448)
Variation des dettes sur immobilisations liée à la cession des titres consolidés	-	(450)
Variation de la trésorerie liée aux cessions	12 571	-
Impact des sorties de périmètre	12 571	(450)
Total des incidences de périmètre	13 033	(1 898)

En 2008, les incidences de variations de périmètre pour 13 M€ concernent :

- La sortie de STIPS TI et ses filiales pour 12,6M€
- Le changement de méthode de consolidation de Kinsite SA, de mise en équivalence à intégration gloable pour (0,3) M€
- L'entrée de périmètre de la société Gérominex pour 0,4 M€
- L'entrée de périmètre de la société STID pour 0,3 M€

35. Engagements hors bilan (garanties données)

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008
Effets escomptés non échus	3 000
Avals et cautions	13 749
Garanties d'actif et de passif	4 934
Hypothèques et nantissements	6 510
Autres	93
Total des garanties données	28 286

36. Abandons d'activités

Résultat net des activités abandonnées

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma	Exercice 2007
EEI (note 36.1)	(208)	(402)	(402)
STIPS TI et ses filiales (note 36.2)	(24 768)	(1 991)	-
Résultat net des activités abandonnées	(24 976)	(2 393)	(402)

36.1 Arrêt des activités portugaises

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007
Produit des activités ordinaires	-	-
Résultat opérationnel	(208)	(402)
Produits (charges) financiers, nets	-	-
Impôt sur les résultats	-	-
Résultat net des activités abandonnées	(208)	(402)

36.2 Liquidation judiciaire de STIPS TI et ses filiales

Dans le cadre de la décision prononcée par le tribunal de Commerce de Thionville relatif à la liquidation judiciaire de la société STIPS TI et de ses filiales, le Groupe a procédé au reclassement du bilan et du compte de résultat 2007 et du résultat 2008 en activités abandonnées.

Certaines opérations comptabilisées dans d'autres sociétés du Groupe et directement imputables à la liquidation judiciaire de la société STIPS TI et de ses filiales, ont aussi été reclassées en activités abandonnées.

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma
STIPS TI et ses filiales	(21 623)	(1 991)
Opérations comptabilisées dans d'autres sociétés du Groupe	(3 145)	-
Liquidation judiciaire de STIPS TI et ses filiales	(24 768)	(1 991)

Compte de résultat de la société STIPS TI et de ses filiales :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007 Pro forma
Produit des activités ordinaires	14 372	57 642
Résultat opérationnel	(20 787)	(1 542)
Produits (charges) financiers, nets	(689)	(419)
Impôt sur les résultats	(147)	(30)
Résultat net des activités abandonnées	(21 623)	(1 991)

Compte de résultat 2008 des opérations comptabilisées dans d'autres sociétés du Groupe relatives à la liquidation judiciaire de STIPS TI et de ses filiales et reclassées en activités abandonnées :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008
Produit des activités ordinaires	-
Résultat opérationnel (1)	(23 033)
Produits (charges) financiers, nets (2)	19 710
Impôt sur les résultats	178
Résultat net des activités abandonnées	(3 145)

(1) dont (14,5) M€ relatifs à la dépréciation du compte courant STIPS TI (cf note 23), (7,4) M€ liés aux engagements financiers groupe pour STIPS TI (cf note 29) et (1) M€ de frais d'avocats et d'audit.

(2) dont 23,6 M€ relatifs au résultat de déconsolidation de la société STIPS TI et de ses filiales et (4) M€ liés à la dépréciation des titres de participation STIPS TI (cf note 20).

Bilan 2007 de la société STIPS TI et de ses filiales :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2007 Pro forma
ACTIF	
Ecarts d'acquisition	-
Immobilisations incorporelles	313
Immobilisations corporelles	6 584
Participations dans les entreprises associées	-
Autres actifs financiers non courants	235
Actifs d'impôts différés	-
Autres actifs long terme	-
Total actifs non courants	7 132
Stocks	3 378
Clients et autres débiteurs	33 569
Créances fiscales	-
Autres actifs courants	617
Trésorerie et équivalents de trésorerie	668
Total actifs courants	38 232
TOTAL ACTIF	45 364

PASSIF	
Dettes financières non courantes	2 450
Passifs d'impôts différés	23
Provisions pour avantages aux salariés	117
Autres provisions non courantes	45
Autres passifs long terme	-
Total passifs non courants	2 635
Fournisseurs et autres créditeurs	28 380
Dettes d'impôt	-
Dettes financières courantes	9 884
Autres provisions courantes	-
Autres passifs courants	504
Total passifs courants	38 768
TOTAL PASSIF (hors capitaux propres)	41 403

Contribution au tableau de flux de trésorerie des sociétés STIPS TI et ses filiales et des autres opérations relatives à la liquidation judiciaire reclassées en activités abandonnées :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2008	Exercice 2007
Résultat net consolidé	(24 768)	(1 991)
Elim. des amortissements et provisions (1)	30 125	1 373
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution (2)	(23 437)	154
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	1 340	(505)
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	(16 740)	(969)
Elim. de la charge (produit) d'impôt	(178)	30
Elim. de l'endettement financier net	-	355
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	(16 918)	(584)
Incidence de la variation du BFR	8 642	(7 138)
Impôts payés	(48)	(68)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(8 324)	(7 790)
Incidence des variations de périmètre	12 594	-
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2 647)	(4 356)
Acquisition d'actifs financiers	-	(133)
Variation des prêts et avances consentis	22	29
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 105	1 647
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	11 074	(2 813)
Augmentation de capital	2 000	1 000
Emission d'emprunts	4 279	842
Remboursement d'emprunts	(988)	(1 443)
Intérêts financiers nets versés	-	(355)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	5 291	44
Incidence des changements de principes comptables	-	-
Variation de la trésorerie	8 041	(10 559)
Trésorerie d'ouverture	(8 041)	2 518
Trésorerie de clôture	-	(8 041)

(1) dont (14,5) M€ relatifs à la dépréciation du compte courant STIPS TI, (7,4) M€ liés aux engagements financiers groupe pour STIPS TI et (4) M€ liés à la dépréciation des titres de participation STIPS TI.

(2) dont (23,6) M€ relatifs au résultat de déconsolidation de la société STIPS TI et de ses filiales.

37. Sociétés du Groupe

Sociétés	Pays	% d'intérêt	
		Déc. 2008	Déc. 2007
Filiales – Intégration globale			
EPC SA	France	100,00	100,00
NITROCHIMIE SNC	France	65,00	65,00
SIMECO SAS	France	52,00	52,00
DTS SARL	France	56,62	56,57
SOCCAP SAS	France	65,00	65,00
ALPHAROC (ex STIPS SAS)	France	65,00	65,00
DEMOKRITE SAS	France	100,00	99,99
DEMOSTEN	France	100,00	-
A.T.D. SAS	France	78,31	78,30
PRODEMO SAS	France	100,00	99,99
Société de Forage en Guinée (SAS)	France	65,00	65,00
OCCAMAT SAS	France	100,00	99,99
OCCAMIANTE SAS	France	100,00	99,99
2 B RECYCLAGE SAS	France	100,00	99,99
STIPS TI SAS	France	-	99,99
FORAGE MINAGE DE L'OUEST (FMO)	France	52,00	52,00
DCLIC	France	-	99,99
LES DEPOTS EXPLOSIFS	France	100,00	100,00
GENISSIAT PARTICIPATIONS	France	100,00	100,00
HYDRAU MECA SERVICES	France	-	99,99
KINSITE SA	France	66,23	-
EPC MINETEK EUROPE	France	100,00	100,00
PROMETHEE CONSEIL	France	100,00	-
PYRENEES MINAGE	France	65,00	65,00
SNC ROOSEVELT DUMAS	France	-	99,99
SOCIETE AFRICAINE MINES SERVICES	France	100,00	100,00
STID	France	100,00	-
SOCIETE MINE AFRIQUE	France	100,00	100,00
U2C	France	-	99,99
SOCIETA ESPLOSIVI INDUSTRIALI Spa (SEI)	Italie	100,00	100,00
SARDA ESPLOSIVI INDUSTRIALI Spa	Italie	100,00	100,00
INTEREM	Italie	100,00	100,00
EXCHEM Plc	Grande Bretagne	87,02	86,78
EXCHEM DEFENCE SYSTEM Ltd	Grande Bretagne	99,87	99,86
BLASTING SERVICES Ltd	Grande Bretagne	87,02	86,78
MINEXPLO	Grande Bretagne	51,00	-
SCAM	Maroc	99,87	99,86
MAROC DYNAMITE	Maroc	94,00	94,00
DYNAMICHAINES	Belgique	51,56	51,56
DGO M3	Belgique	26,30	26,30
EMPRESA DE EXPLOSIVOS INDUSTRIAIS LDA (EEI)	Portugal	46,85	43,60
GALILEO EXPLOSIVOS SA	Espagne	69,35	69,35
SERAFINA ORTEGA E HIJOS SA	Espagne	41,61	41,61
SERVICIOS INTEGRALES DEL EXPLOSIVO	Espagne	69,35	69,35
EPC GmbH	Allemagne	65,00	65,00
DEXPLO GmbH	Allemagne	100,00	100,00
DEXPLO Sprengtechnik (EX DEXPLOMINEX)	Allemagne	100,00	100,00
LUTSCHER	Allemagne	100,00	100,00
STAHLHACKE	Allemagne	-	100,00
EXPLOMINEX	Pologne	100,00	100,00
GEROMINEX	Roumanie	52,00	-

Sociétés	Pays	% d'intérêt	
		Déc.2008	Déc.2007
NITROKEMFOR	Guinée	65,00	65,00
NITROKEMFOR SERVICES	Guinée	65,00	65,00
NITROKEMFOR SENEGAL	Sénégal	65,00	65,00
SKANEXPLO AB	Suède	100,00	100,00
SKANEXPLO AS	Norvège	100,00	100,00
EPCAPRE	Luxembourg	100,00	100,00
BURKINA FASO MINING SERVICES	Burkina Faso	100,00	100,00

Entreprises associées – Mises en équivalence

ARABIAN EXPLOSIVES (PRIVATE Ltd)	Emirats Arabes Unis	40,00	40,00
KINSITE SA	France	-	32,92
CRODA EPC (ex CELTITE AUSTRALIA)	Australie	38,70	38,68

Coentreprises – Intégration proportionnelle

SOCIETE DE MINAGE EN GUINEE (SAS)	France	32,50	32,50
EXOR	Grande Bretagne	43,51	43,39
NITROKEMINE	Guinée	32,50	32,50
KEMEK	Irlande	50,00	50,00

Entreprises non consolidées

STID	France	-	99,90
NITRATE ET ENGRAIS	France	55,49	55,49
CORSE EXPANSIF	France	19,83	19,83
DAVEY BICKFORD	France	10,00	10,00
SICIEX	France	98,00	98,00
CORSE CONFORTEMENT FORAGE MINAGE	France	11,44	11,44
SCI DE LA PAIX	France	16,25	16,25
EPC MINETEK	France	100,00	100,00
DIOGEN	France	99,75	99,75
DEMOSTEN	France	-	99,75
SILEX SEGURIDAD	Espagne	69,30	69,30
SANTOS DE CUNHA 7	Portugal	13,08	13,08
CALEXPLO	Nouvelle Calédonie	33,14	33,14
SOCIETE CONGOLAISE DES EXPLOSIFS	Congo	47,02	47,02
COMPAGNIE CONGOLAISE DE RECYCLAGE	Congo	40,00	40,00
SOCIETE GABONAISE DES EXPLOSIFS	Gabon	46,94	46,94
SOCIETE CAMEROUNAISE DES EXPLOSIFS	Cameroun	49,00	49,00
GEROMINEX	Roumanie	-	51,99
SOCIETE SENEGALAISE D'EXPLOSIFS	Sénégal	50,00	50,00
CIE GUINEENNE DE PRODUITS CHIMIQUES	Guinée	32,50	32,50

38. Honoraires

en K Euros	REGEC				ACE				Autres			
	Montant		%		Montant		%		Montant		%	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Audit												
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés												
EPC	115	111	36%	38%	115	102	85%	100%				
Filiales intégrées globalement	174	173	55%	59%					392	320	70%	55%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes												
EPC	28		9%		20		15%			22		4%
Filiales intégrées globalement									64	56	11%	10%
<i>Sous-total</i>	317	284	100%	97%	135	102	100%	100%	456	398	82%	68%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement												
Juridiques, Fiscal, social		4		1%					70	128	13%	22%
Autres		5		2%					32	56	6%	10%
<i>Sous-total</i>		9		3%					102	184	18%	32%
TOTAL	317	293	100%	100%	135	102	100%	100%	558	582	100%	100%

39. Événements post clôture

39.1 Direction générale du Groupe EPC

Monsieur Antoine Darbois quitte le Groupe EPC pour mener à bien des projets personnels dans le respect de son obligation de non concurrence. Le Conseil d'Administration désignera prochainement un nouveau Directeur Général.

Monsieur Henri Lorain, Directeur Général Délégué du Groupe, a fait valoir ses droits à la retraite le 30 mars 2009. Il avait rejoint le groupe en 1987 et avait occupé la fonction de Directeur Général pendant plus de 21 années. Il reste administrateur et Vice Président du Conseil d'Administration.

Monsieur Obst conserve sa fonction de Directeur Général Délégué.

39.2 Projet Sydvaranger

Skanexplo AS, filiale norvégienne d'EPC, a signé début 2009 un contrat important de cinq ans de fourniture et mise en œuvre d'explosifs pour la mine de fer de Sydvaranger, au nord de la Norvège. En année pleine, plus de 10.000 tonnes d'explosifs seront à fournir.

39.3 Projet Arabie Saoudite

Le projet de prise de participation minoritaire d'EPC dans une société titulaire de la 2^{ème} licence de commercialisation et production d'explosifs en Arabie Saoudite est reparti de manière très positive suite à l'obtention en notre faveur de la dérogation à l'interdiction des participations étrangères dans ce secteur. Le marché saoudien est très porteur à cause des projets de développement dans le secteur minier et des infrastructures en Arabie. Les négociations finales avec notre partenaire local devraient aboutir rapidement.

39.4 Nitrokemfor Services

En début d'année, le client a signifié à Nitrokemfor Services l'arrêt des travaux en cours. N'ayant pas d'autres opérations en cours ni à venir, le Groupe a décidé de mettre la société en sommeil. La société a réalisé au cours de l'exercice 2008 un chiffre d'affaires de 1,7 M€ et un résultat opérationnel de (0,5) M€. Les opérations accompagnant cette mise en sommeil devraient se dérouler sans apport de trésorerie.

39.5 Reclassement de titres de participation de Nitrochimie

En début d'année, un reclassement de titres de participation de Nitrochimie est intervenu. Les sociétés espagnoles et roumaines sont devenues des filiales détenues à 100% par le Groupe.

39.6 Projet de désinvestissement non stratégique

Le projet est toujours à l'étude et confirmé par le groupe. A ce stade, le Groupe a décidé de conserver une présentation des opérations concernées en activités poursuivies.

39.7 Liquidation judiciaire de la société Roosevelt-Dumas

Le 26 mars 2009, le Tribunal de Commerce d'Aix-en-Provence a prononcé la liquidation judiciaire de Roosevelt-Dumas, filiale indirectement détenue à 100% par STIPS TI. Roosevelt-Dumas avait pour seule activité la détention d'un terrain à Vaux-en-Velin.

REGEC

*71 Avenue Victor Hugo
75116 Paris*

**ACE – Auditeurs et Conseils
d’Entreprise**

*5 avenue Franklin Roosevelt
75008 Paris*

E.P.C.

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2008

EPC

61, rue Galilée – 75008 Paris

EPC

Siège social : 61, rue Galilée – 75008 Paris
Capital social : 5 220 400 €

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société E.P.C., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. Le manque de visibilité sur le futur crée des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. C'est dans ce contexte, que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce.

La note « Méthodes d'évaluation des provisions – Provisions pour dépréciations des immobilisations financières » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la dépréciation des titres de participations.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 30 avril 2009

Les commissaires aux comptes

REGEC

ACE- Auditeurs et Conseils d'Entreprise

André-Paul Bahuon
Associé

Alain Auvray
Associé

REGEC

*71 Avenue Victor Hugo
75116 Paris*

**ACE – Auditeurs et Conseils
d’Entreprise**

*5 avenue Franklin Roosevelt
75008 Paris*

EPC

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2008

EPC

61, rue Galilée – 75008 Paris

*71 avenue Victor Hugo
75116 Paris*

*5 avenue Franklin Roosevelt
75008 Paris*

EPC

Siège social : 61, rue Galilée – 75008 Paris

Capital social : 5 220 400 €

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l’exercice clos le 31 décembre 2008 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société E.P.C. tels qu’ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d’administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d’exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d’obtenir l’assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d’anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d’autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d’ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.1.4 « Comparabilité des états financiers » de l'annexe, concernant le retraitement des comptes 2007 et 2008 afin de présenter les activités abandonnées conformément à la norme IFRS 5.

2 Justification des appréciations

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. Le manque de visibilité sur le futur crée des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. Ces conditions sont décrites dans les notes 2.11 et 3.3.1 de l'annexe des comptes consolidés. C'est dans ce contexte, que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce.

- Le groupe procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition, selon les modalités décrites dans les notes 3.3.2. et 15 de l'annexe des comptes consolidés.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation ainsi que les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 3.3.2 et 15 de l'annexe des comptes consolidés donnaient une information appropriée.

- Dans le cadre de la décision prononcée par le tribunal de commerce de Thionville relative à la liquidation judiciaire de la société STIPS TI et de ses filiales, le Groupe a procédé au reclassement du bilan et du compte de résultat 2007 et du résultat 2008 en activités abandonnées des données financières relatives à ce sous-groupe et de certaines opérations comptabilisées dans d'autres sociétés du Groupe et directement imputables à la liquidation judiciaire de ce sous-groupe.

Nous nous sommes assurés que les retraitements effectués et présentés en note 36.2 de l'annexe avaient été correctement mis en œuvre et que l'ensemble des conséquences connues à ce jour de la liquidation judiciaire de STIPS et de ses filiales avait bien été enregistré dans comptes consolidés au 31 décembre 2008.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 30 avril 2009

Les commissaires aux comptes

REGEC

ACE- Auditeurs et Conseils d'Entreprise

André-Paul Bahuon
Associé

Alain Auvray
Associé



Attestation du rapport financier annuel 2008

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Olivier Obst
Directeur Général Délégué

Remi Peltier
Directeur Financier

SOCIETE ANONYME D'EXPLOSIFS ET DE PRODUITS CHIMIQUES

61, rue Galilée – 75008 PARIS – Tél. 01.40.69.80.00 – Fax 01.40.69.80.50
S.A. au capital de 5 220 400 € - SIREN 542 037 361 – RCS PARIS